

The background of the cover is a collage of images of a modern building with large glass windows and balconies. The building is white with dark window frames. The collage is composed of several overlapping geometric shapes in shades of blue and orange.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

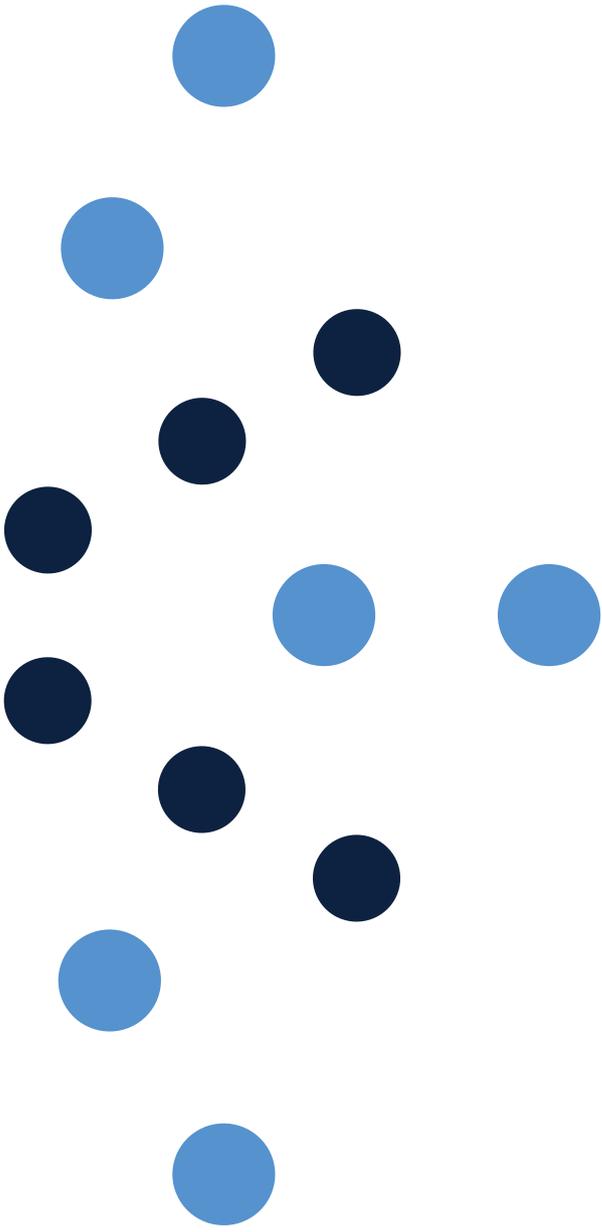
E H E S P
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SANTÉ PUBLIQUE

The logo is circular and features a central cluster of blue dots of varying sizes, arranged in a roughly circular pattern. The text "ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SANTÉ PUBLIQUE" is written in a circular path around the dots.

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES
EN SANTÉ PUBLIQUE

EHESP

2017



SOMMAIRE

1 - Une grande école de santé publique

- Enjeux et missions p.4
- Un réseau de partenaires large et en constante évolution p.6
- Les départements d'enseignement et de recherche p.8
- Le laboratoire p.8

2 - Des formations pour tous les cadres du système de santé

- Les formations pour la fonction publique p.10
Les formations diplômantes
- La formation continue p.14
- La formation par la recherche p.16

3 - Une recherche internationale en santé publique

- Les équipes labellisées p.18
- Les chaires p.19
- Les thèmes de recherche p.20

4 - L'expertise de l'EHESP : quelques illustrations p.24

5 - Des acteurs, des ressources p.26



1 Enjeux et missions

L'Ecole des hautes études en santé publique a été créée par la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, par transformation de l'Ecole nationale de la santé publique de Rennes. Elle a conservé l'ensemble des missions de l'école de service public, dont la formation des fonctionnaires en charge des politiques publiques dans le domaine sanitaire et social, et de l'inspection-contrôle-évaluation des programmes de santé publique et des établissements, du pilotage de ces programmes, du management des établissements de santé, médico-sociaux et sociaux, de la veille et sécurité sanitaire, de la santé scolaire et du génie sanitaire. Ces missions ont été élargies par le législateur. Ainsi l'EHESP est également chargée d'assurer un enseignement supérieur en santé publique, en réseau avec des établissements partenaires, d'animer ce réseau, de contribuer à la recherche en santé publique et de développer les relations internationales dans son champ de compétences.

L'année 2017 a permis la poursuite de la mise en œuvre des engagements inscrits dans son Contrat d'objectifs et de performance. C'est aussi une année marquée par des évolutions importantes de son organisation interne et de son environnement académique (ComUE). Enfin, acteur incontournable de la santé publique en France, l'EHESP a transmis au ministère des solidarités et de la santé, sa contribution à l'élaboration de la nouvelle stratégie nationale de santé.

La poursuite de la mise en œuvre de son Contrat d'objectifs et de performance 2014-2018

Signé avec ses deux ministères de tutelle en décembre 2014, le Contrat d'objectifs et de performance (COP) quinquennal constitue **la feuille de route de l'EHESP**. Comme l'illustrera ce rapport d'activité annuel, un grand nombre des projets stratégiques et structurants, inscrits dans ce contrat, se sont concrétisés en 2017.

Le COP est basé sur une stratégie de recentrage des actions de l'Ecole au profit de **deux grandes orientations transversales** :

- être force de proposition, lieu de débat, et accompagner les évolutions de notre système de santé en lien avec ceux d'autres pays pour répondre aux enjeux d'aujourd'hui et pour relever les défis de demain
- mieux comprendre et participer à la lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé.

Ce projet vise à conforter et développer les missions de l'Ecole autour de **5 thématiques prioritaires** : les politiques sociales et de santé ; l'organisation, le pilotage, la régulation et le management des services de santé dans leurs dimensions sanitaire, sociale et médico-sociale ; l'environnement et la santé ; la sécurité sanitaire ; la promotion de la santé et la prévention.

Ce projet stratégique de l'Etablissement est structuré autour de **4 enjeux majeurs, 10 objectifs opérationnels et une cinquantaine d'engagements**.

La production collective du rapport d'auto-évaluation de l'Etablissement, déposé au Haut conseil à l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) en septembre 2017, a permis de constater le chemin parcouru et de commencer à recueillir des éléments prospectifs pour les années à venir.

De nouvelles organisations internes pour optimiser le fonctionnement de l'école et recentrer ses ressources sur le cœur de ses missions

Plusieurs objectifs du **plan pluriannuel d'efficience et d'amélioration de la performance**, lancé au printemps 2015, se sont concrétisés au cours de l'année 2017 et le travail se poursuivra en 2018.

Alors qu'en 2016, **des évolutions organisationnelles** ont été validées par les instances de dialogue social, leur mise en œuvre opérationnelle a été menée en 2017 : l'installation d'une direction des études avec des missions stratégiques de pilotage de la politique de formation, la création d'une direction des achats et des moyens généraux pour simplifier et sécuriser les processus financiers, ou encore une clarification de la gouvernance des départements.

Engagement pris dans le cadre du COP, **un nouvel organigramme général** a été élaboré pour une plus grande lisibilité des liens fonctionnels internes.

Enfin, illustrant sa volonté de recentrage sur son cœur de métier et pour des motifs d'efficience majeurs, l'EHESP a **concédé son service de restauration collective** à la société Ansamble qui assure désormais cette prestation depuis la fin août 2017. Dans ce cadre, un accompagnement individuel a été mis en place pour les personnels du restaurant et un comité des usagers a été installé.

Des évolutions majeures au sein de ses deux Communautés d'universités et d'établissements (ComUE) à Paris et dans le Grand ouest.

L'EHESP a poursuivi sa participation à la structuration des 2 regroupements universitaires auxquels elle appartient, sachant que les 2 ComUE - Université Bretagne Loire (UBL) et Université Sorbonne Paris Cité (USPC) - ont connu en 2017 de profonds bouleversements dans leurs orientations stratégiques.

Au sein de la Comue UBL, après les précédents échecs des projets Idex (Initiative d'excellence), les établissements Rennais (dont l'EHESP) ont porté un projet ISITE (Initiative sciences-innovation-territoire-économie) dans le cadre des programmes d'investissements d'avenir (PIA2) qui, malgré la reconnaissance de sa qualité scientifique, n'a pas été retenu par le jury international en mars 2017.

Ce dernier revers a entraîné le portage d'un nouveau projet sur le site Rennais « Université de Rennes » (UniR) par 6 établissements projetant de créer un nouvel établissement au

1er janvier 2019. Ces établissements non fusionnés souhaitent associer l'EHESP qui devrait intégrer cette nouvelle dynamique.

La Comue USPC, dont l'EHESP est membre fondateur, a déposé à l'ANR fin 2017, le nouveau projet d'Idex USPC « Université Paris 2019 » afin de reconquérir la labellisation perdue en 2016. Le projet prévoit la fusion des universités Paris-Diderot et Paris-Descartes et l'intégration de l'IPGP au sein d'un nouvel établissement qui sera créé au 1er janvier 2019. L'un des grands enjeux à venir sera de continuer à structurer les interactions entre cette nouvelle structure et Sorbonne-Nouvelle, l'Inalco, Sciences Po, Paris 13, la FMSH et l'EHESP. Un projet de conventionnement avec l'université cible a été élaboré par ses autres membres, sachant que l'EHESP envisage de se positionner en partenaire, la santé publique ayant de nouveau été identifiée comme un axe stratégique du projet de cette Comue reconfigurée à l'horizon 2019.

D'autres faits marquants de l'année écoulée

Moment fort pour son rayonnement international, l'EHESP a accueilli la 21^{ème} retraite des doyens et directeurs de l'ASPHER (Association of Schools of Public Health in the European Region) du 31 mai au 2 juin sur son campus Rennais, opportunité de renforcer ou de sceller des liens de partenariats internationaux visant à améliorer la santé publique de demain. Cet événement a rassemblé plus de 100 représentants d'une cinquantaine d'écoles de santé publique européennes et a été une occasion privilégiée de partager des connaissances, des points de vue et des pratiques exemplaires, avec des universitaires et des professionnels de premier plan en santé publique.

L'élaboration du plan pluriannuel d'investissement de l'Ecole pour la période 2018-2021, est un autre projet majeur ayant suscité une mobilisation interne importante. Il comprend quatre volets complémentaires : le schéma directeur immobilier du site Rennais, le devenir de ses résidences hôtelières, les perspectives relatives au site parisien et le plan pluriannuel d'investissement mobilier (équipements pédagogiques et scientifiques innovants,

système d'information, environnement numérique de travail, service d'accueil et d'accompagnement des usagers...).

La fin d'année 2017 aura enfin été marquée par l'obtention, auprès de la Commission européenne, d'une labellisation européenne « HR Excellence in Research » pour sa stratégie européenne de ressources humaines pour les chercheurs (HRS4R). Ce label valide l'engagement de l'Ecole dans cette démarche en matière de recrutement et de conditions de travail de ses chercheurs et reconnaît la participation de l'EHESP à la construction de l'Espace européen de la recherche ainsi que la qualité de sa politique de ressources humaines. L'implication de l'Ecole pour l'obtention de ce label européen résulte d'une dynamique mise en place au sein de l'établissement depuis plusieurs années. Cette appellation va permettre de promouvoir la qualité des procédures de l'école en matière de recrutement et d'évaluation des chercheurs, ainsi qu'un environnement de travail attractif et stimulant.

Une contribution à l'élaboration de la stratégie nationale de santé

L'EHESP, seul établissement d'enseignement supérieur et de recherche en France entièrement dédié à la santé publique, a souhaité contribuer aux travaux préalables à l'adoption de la stratégie nationale de santé par la formulation de propositions originales.

Ces propositions, de nature à enrichir les quatre thèmes prioritaires définis par la Ministre des Solidarités et de la Santé, suite à l'avis du Haut Conseil de la santé publique, s'intègrent dans les axes actuels de développement de l'Ecole. Les objectifs sont ambitieux et pour les atteindre, l'Ecole suggère le développement de dispositifs innovants articulant la formation, la recherche, l'expertise, le débat et la communication en santé publique.

L'EHESP a mis ainsi en avant quatre propositions pour accompagner la stratégie nationale de santé, en élaborant une politique volontariste basée sur la formation et l'accompagnement de publics ciblés, la reconnaissance de formations académiques de haut niveau, la mise en place d'une politique de recherche et d'expertise, et l'adaptation de notre système de santé aux évolutions à venir.

Un réseau de partenaires large et en constante évolution

Un réseau diversifié de partenaires au service de la formation, de la recherche et de l'expertise

Le service de santé des armées (SSA) et le service du commissariat des armées (SCA)

Dans le cadre de la politique d'ouverture du SSA engagée depuis plusieurs années, une convention a été signée en avril 2017 avec l'EHESP dans l'objectif de renforcer la mise en place d'actions communes en matière de service public hospitalier, de promotion et de protection de la santé publique et de les valoriser en améliorant leur visibilité (actions de formation, accueil d'apprenants, échanges d'expertise, appui au développement de la recherche, communication, publications...).

L'Association pour le développement des ressources humaines dans les établissements sanitaires et sociaux (ADRHESS)

La collaboration avec l'ADRHESS vise à développer des actions communes ou complémentaires concourant à la réalisation des objectifs respectifs des deux parties : participation à des groupes de travail, recours mutuel à l'expertise de chaque partie ou réalisation d'expertises conjointes, interventions dans les cursus de l'EHESP ou dans des conférences de l'ADRHESS, accompagnement des élèves directeurs des ressources humaines ou directeurs des affaires médicales lors de leur première affectation.

L'Institut national de la consommation (INC)

L'INC et l'EHESP ont souhaité collaborer afin de promouvoir une information objective et indépendante dans le domaine de la santé publique et de l'environnement destinée au grand public. Cette collaboration s'inscrit dans le cadre de leurs missions respectives et se traduira par des échanges d'expertises et des études collaboratives, d'information et d'éducation.

La collaboration entre les deux établissements s'est déjà illustrée au travers d'une enquête publiée dans le magazine « 60 millions de consommateurs », autour des adoucisseurs d'eau.

L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP)

Compte tenu des missions de l'INJEP, notamment comme Observatoire de la jeunesse, ce partenariat concerne particulièrement la Chaire de recherche sur la jeunesse de l'EHESP. Il vise à coopérer étroitement dans le cadre des programmes de travail respectifs 2017-2019.

Pour ce faire, l'INJEP contribue au financement de travaux de la Chaire sur des chantiers définis en commun, au service d'une meilleure connaissance de la jeunesse et des politiques dédiées, et la Chaire apporte son expertise aux travaux de l'INJEP.

Autres projets partenariaux

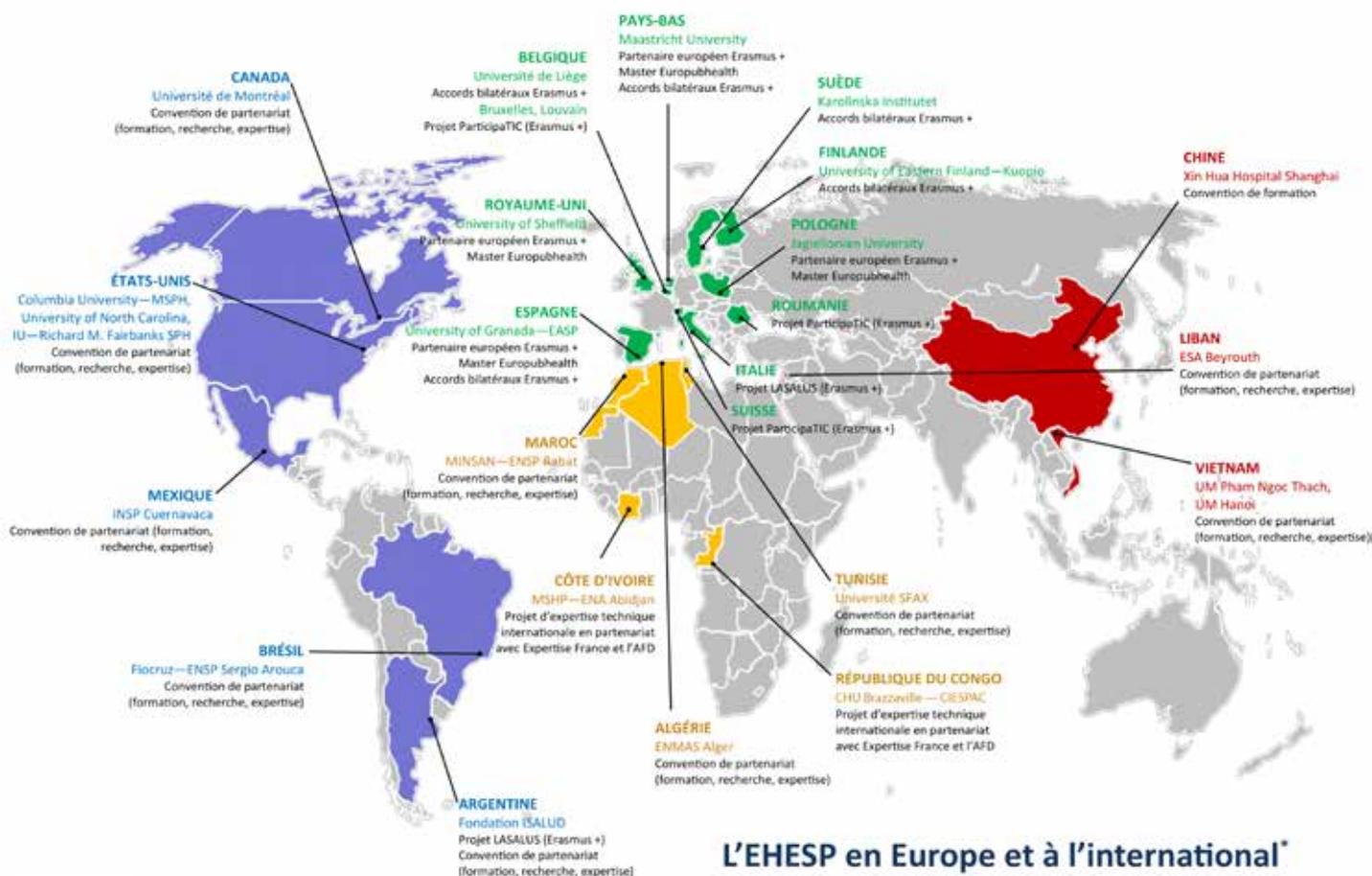
Le Centre Léon Bérard et l'EHESP présentent une nouvelle formation santé-environnement pour les élu(e)s au Salon des maires et des collectivités locales.

Le Groupement hospitalier de territoire Paris Psychiatrie & Neurosciences et l'EHESP s'engagent pour l'amélioration des parcours patients et le développement de la recherche.



Des partenariats pour un rayonnement international

Le développement par l'EHESP d'une vingtaine de partenariats institutionnels de formation, recherche et expertise, témoigne de son dynamisme en Europe et à l'international.



L'EHESP en Europe et à l'international

*ne sont pas représentés les contrats de recherche

Outre la poursuite des activités d'expertise et d'appui à la formation avec l'École nationale de management et de l'administration de la santé d'Algérie (renouvellement de la convention), l'École nationale de santé publique du Maroc (accueil de professionnels), et la formation de professionnels chinois, l'année 2017 a été marquée par les activités suivantes :

Appui à un projet national de formation au Vietnam

Après plusieurs années d'appui auprès d'universités de Ho Chi Minh ville (UPNT) et de Hanoi (UMH), l'EHESP a apporté une expertise dans la construction de programmes de formation nationaux à destination des directeurs d'hôpitaux et des inspecteurs de santé, une première au Vietnam. Le projet, financé par la banque mondiale, est mené par le ministère de la santé et géré par l'université de santé publique de Hanoi.

Afrique

Intensification et conduite de 2 projets d'expertise en partenariat avec Expertise France et l'agence française de développement.

République du Congo

L'EHESP participe à un projet de renforcement de la gouvernance hospitalière du Congo-Brazzaville dont 2 activités principales ont été conduites en 2017 :

- 1) le renforcement des compétences des cadres du centre hospitalier universitaire de Brazzaville à travers des formations sur place dans 3 disciplines du management. Ces modules soutiennent les compétences des participants et accompagnent les changements de pratiques par la production d'outils de gestion adaptés au contexte local, et notamment un référentiel métier finalisé et diffusé ;
- 2) l'accompagnement du centre inter-états d'enseignement supérieur en santé publique d'Afrique centrale (CIESPAC) dans la mise en place d'un master 2 en gestion des établissements et des services de santé, et plus précisément dans la rédaction du référentiel de compétences et du syllabus du programme.

Côte d'Ivoire

L'EHESP a coordonné la formation de 5 inspecteurs et formateurs relais dans le champ de l'inspection en santé. Après une formation à Rennes et un accompagnement à l'adaptation de la démarche d'inspection, les 5 formateurs ont multiplié la formation de 2 semaines auprès de 42 collègues qui ont pu mettre en pratique la démarche d'inspection et les outils, adaptés au contexte ivoirien. Une phase d'exploration s'est tenue en préparation d'un volet d'accompagnement à une réforme hospitalière qui devrait être déployée en 2018.

Les départements d'enseignement et de recherche

L'institut du management (IDM)

En 2017, l'institut du management a conforté sa mission d'accompagnement par :

- le développement de formations diplômantes pour les médecins managers,
- l'appui à l'organisation des soins primaires autour de la fonction coordination,
- l'accompagnement des agences régionales de santé (ARS) dans l'organisation des parcours de santé,
- l'accompagnement à l'élaboration des projets médicaux partagés de groupements hospitaliers de territoire (GHT)
- initialisation du dispositif d'appui opérationnel à la mise en place des projets médicaux et soignants partagés de GHT en partenariat avec l'agence nationale d'appui à la performance (ANAP)
- l'implication dans les travaux organisés avec la Direction générale de l'offre de soins et le Centre national de gestion sur l'évolution des métiers des directeurs,
- le déploiement de formations pour les ARS / Conseils départementaux en lien avec la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, dans le cadre des réformes de la tarification et du cadre budgétaire des établissements sociaux et médicosociaux.

A noter également :

- l'ouverture du parcours de master « Analyse et management des organisations de santé » (M2),
- une activité d'expertise au profit d'administrations centrales, fédérations et établissements,
- une mission de préfiguration d'une chaire d'expertise en soins primaires dans le cadre d'un partenariat avec la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé.

Le département sciences humaines et sociales (SHS)

Le département des sciences humaines et sociales s'intéresse à l'analyse des politiques publiques dans les domaines de la santé et du social ainsi qu'aux comportements des individus et groupes sociaux à l'égard de la santé. Il regroupe une trentaine d'enseignants-chercheurs qui réunissent des compétences en sciences politiques, sociologie, droit, économie, sciences de l'éducation, psychologie, géographie, démographie, santé publique.

Ces disciplines sont mobilisées pour le développement d'activités d'enseignement (pour toutes les formations y compris la formation continue), de recherche et d'expertise, qui peuvent contribuer également à alimenter le débat public. L'activité de recherche se déploie principalement dans le cadre de l'UMR CNRS 6051-CRAPE-ARENES.

Au titre des faits marquants de l'année 2017, on peut souligner la mise en œuvre d'un nouveau parcours du master « santé publique » nouvellement accrédité : le master 2 « promotion de la santé et prévention » et le lancement d'un nouveau projet de recherche tourné vers la question du handicap, financé par le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP).



Le département Santé-environnement-travail et génie sanitaire (DSET&GS)

Le département réunit des compétences en chimie et microbiologie environnementales, génie sanitaire, hydrogéologie, géographie, toxicologie, épidémiologie environnementale ou professionnelle, et en évaluation du risque. Plusieurs enseignants sont impliqués dans des instances nationales d'expertise publique, notamment au sein du Haut conseil de la santé publique et de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses). Le département est actif dans plusieurs formations de la fonction publique (ingénieurs de génie sanitaire, ingénieurs d'études sanitaires, techniciens sanitaires et de sécurité sanitaire, séminaire commun de santé publique à la rentrée des nouvelles promotions) et formations diplômantes, dont le nouveau master mention « santé publique » avec deux parcours, le mastère spécialisé Ingénierie et management des risques en santé-environnement-travail, le master of public health et le master Santé publique et risques environnementaux en partenariat, répondant ainsi aux besoins des cadres et opérateurs du système de sécurité sanitaire environnementale aux plans national et international. L'année 2017 a été marquée par la mise en place de deux nouveaux parcours dans le mastère de santé publique de Rennes : Evaluation et prévention des risques professionnels et Méthodes et outils d'évaluation des risques sanitaires liés à l'environnement. L'activité de recherche se déploie principalement dans le cadre de l'UMR Inserm 1085-IRSET, mais aussi dans le cadre de l'UMR CNRS-6051-Arènes.

Le laboratoire

Le laboratoire d'études et de recherche en environnement et santé (LERES)

Le LERES est une plate-forme R&D en chimie analytique et microbiologie dédiée à l'évaluation des expositions humaines aux contaminants de l'environnement. Son équipe de 65 agents répond aux besoins de recherche, d'expertise et de formation dans 3 domaines clefs de l'environnement et de la santé :

- la qualité des eaux de consommation et de loisirs ;
- la qualité de l'environnement intérieur ;
- la mesure des expositions humaines via le dosage de xénobiotiques dans les matrices biologiques.

Dans ces 3 domaines, le laboratoire est accrédité par le COFRAC sur plus de 600 paramètres. Les projets de recherche sont menés dans le cadre de l'unité mixte de recherche Inserm 1085-Irset, qui est affiliée à l'École doctorale biologie-santé co-accréditée au sein de l'UBL. A ce titre, au sein du LERES, 2 thèses doctorales ont ainsi été soutenues en 2017 ainsi qu'une habilitation à diriger des recherches.

En 2017, le LERES a renforcé son positionnement au niveau européen via sa participation au programme Human Biomonitoring for Europe qui a pour objectif d'harmoniser les protocoles et procédures de biosurveillance à l'échelle européenne et de contribuer à la recherche en santé environnementale. Des collaborations ont été également engagées avec le Centre suédois de recherche pour les produits chimiques, la santé et l'environnement (Swetox) sur

Le département Méthodes quantitatives en santé publique (METIS)

Le département a pour mission l'enseignement de l'épidémiologie, des statistiques et plus généralement de toutes méthodes contribuant à l'analyse quantitative pour la prise de décision en santé publique. Les enseignements aux élèves des masters de l'EHESP sont délivrés par discipline scientifique. Pour le public des filières professionnelles, METIS propose des formations appliquées, orientées vers l'acquisition des compétences spécifiques à chaque métier, par exemple la réalisation d'un diagnostic territorial, l'évaluation d'une innovation, l'investigation d'un événement épidémique. Les deux formations continues « phare » de METIS que sont le cours IDEA (cours international d'épidémiologie appliquée) et le diplôme d'établissement Programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) s'appuient sur ce principe d'acquisition de compétences dans les domaines de la sécurité sanitaire pour le premier et celui de l'information médico-administrative pour le second. L'équipe du département METIS, s'investit dans des domaines de recherche complémentaires tels que les maladies chroniques, la périnatalité, les maladies transmissibles et la vaccination. Plus de la moitié des enseignants-chercheurs émergent à la nouvelle équipe d'accueil 7449 REPERES, unité de recherche développée en partenariat avec l'Université de Rennes 1 et qui a vu le jour début janvier 2017.

la problématique de l'exposition humaine aux perturbateurs endocriniens en environnement intérieur.

Au plan international, un cadre collaboratif a été défini avec le laboratoire de l'École nationale de santé publique de la Fiocruz (Brésil, Rio).





2 Des formations pour tous les cadres du système de santé

Les formations fonction publique

Renforcer le pilotage stratégique des formations

2017 a connu un événement structurant : le transfert de la responsabilité et de la gestion des formations vers les quatre départements d'enseignement et de recherche. Cette réorganisation a pour objectif de consolider les équipes pédagogiques par axe thématique, de favoriser la mutualisation des enseignements entre formations et de faciliter l'articulation entre enseignement, expertise et recherche. La direction des études garantit la cohérence globale de l'offre de formation assurant un rôle de pilotage, coordination et de liaison avec les tutelles et les partenaires.

Parallèlement, le nouveau comité pédagogique d'établissement (CPE) piloté par la direction des études a été mis en place. Composé des responsables des formations statutaires et diplômantes, de la direction du développement et de la formation continue, du centre d'appui à la pédagogie, du centre d'appui au pilotage et à la qualité, du service scolarité, de la direction des relations internationales et de la direction de la recherche, il est un lieu d'échange, de réflexion où s'élabore la cohérence de la politique de la formation de l'École.

Conforter l'inter-professionnalité

L'année 2017 a été marquée par la première rentrée commune en janvier pour plus de 400 élèves fonctionnaires des filières «Établissements» et «État». Coordonné par le département MÉTIS (Méthodes quantitatives en santé publique), ce module de formation autour d'enseignements et apprentissages communs liés aux grands enjeux de santé publique concourt au renforcement de l'inter-professionnalité entre les différents métiers de la fonction publique.

L'inter-professionnalité a connu d'autres temps forts avec le module interprofessionnel (MIP), mais aussi les sessions inter-écoles (SIE) qui permettent aux élèves de l'EHESP de travailler avec des élèves des autres écoles du réseau des écoles de service public (RESP). D'autres dispositifs pédagogiques communs à toutes les filières ont été introduits en 2017 :

- Renforcement de l'apprentissage du « savoir-être » par des enseignements interactifs et de terrain avec mises en situation, cas pratiques, gestion de cas complexes et exercices de simulation ;
- Individualisation des parcours afin de prendre en compte les compétences antérieures de chaque élève pour une formation adaptée ;
- Mise en place d'un séminaire inter-filières sur le thème de la laïcité, en présence du président de l'Observatoire de la laïcité.

S'agissant des formations statutaires, et dans un contexte global de tensions budgétaires fortes pour l'EHESP, l'école fait néanmoins face à sa mission de formation initiale des fonctionnaires stagiaires et étudiants en classe préparatoire avec une augmentation sensible des effectifs (+ 139 en 3 ans) provenant de toute la France, y compris outre-mer.

Enfin, la formation des médecins de l'éducation nationale (MEN) a évolué dans le cadre d'un partenariat portant sur les terrains d'exercice des stagiaires entre l'EHESP et l'École supérieure de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (formation conjointe des tuteurs).

L'EHESP continue d'adapter le contenu et la pédagogie de ses formations pour anticiper les nouveaux enjeux en santé publique. Ces évolutions s'inscrivent dans la droite ligne des aménagements réalisés en 2014 et 2015 notamment pour les inspecteurs des affaires sanitaires et sociales (IASS), les élèves directeurs d'hôpital (EDH) et les directeurs des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux (D3S), avec la définition de nouveaux référentiels « métiers » et de nouveaux référentiels « formations ». Des premiers retours positifs ont été constatés lors des comités pédagogiques de fin de formation.

L'année 2017 a également vu l'arrivée de 2 nouveaux responsables de filières pour les pharmaciens inspecteurs de santé publique et les directeurs des soins.

En 2017, les filières des pharmaciens inspecteurs de santé publique (PHISP) et des médecins inspecteurs de santé publique (MISP) ont également mis en place un nouveau référentiel métier et de nouvelles modalités de formation permettant de répondre aux nouveaux enjeux avec une expertise acquise lors de la formation statutaire reposant son caractère professionnalisant et transversal.

Plusieurs initiatives marquantes ont également été portées par les élèves des différentes filières : colloque sur la sexualité en institutions et sur l'innovation au sein des blocs opératoires, organisation d'un voyage professionnel d'études à Copenhague, mis en place d'un partenariat avec la Croix-Rouge (initiation aux premiers secours).

Depuis janvier 2017, les trois filières environnement, ingénieur d'études sanitaires (IES - 11 élèves), ingénieurs génie sanitaire (IGS - 15 élèves), techniciens sanitaires et de sécurité sanitaires (T3S - 38 élèves), sont rattachées au département santé environnement travail et génie sanitaire. Depuis le 23 février 2017, le mastère spécialisé Ingénierie et management des risques en santé environnement travail (MS IMRSET) de l'EHESP est inscrit par décret comme la formation support au concours externe d'accès au corps des ingénieurs du génie sanitaire.

Effectifs - Inscrits en formation fonction publique

	Formations	2015	2016	2017
Pôle établissement	Directeur d'hôpital	69	71	81
	Directeur des soins	40	39	49
	Directeur d'établissement social, sanitaire et médico-social	69	83	73
	Attaché d'administration hospitalière	74	63	65
	Sous-total	257	250	268
Pôle état	Inspecteur de l'action sanitaire et sociale	-	30	38
	Médecin inspecteur de santé publique	-	-	11
	Pharmacien inspecteur de santé publique	2	2	8
	Médecin de l'éducation nationale	27 (2)	42	32
	Médecin inspecteur régional du travail	-	10	-
	Sous-total	29	84	89
Pôle génie sanitaire-environnement	Ingénieur du génie sanitaire	2 en FAE	15	-
	Ingénieur d'étude sanitaire	2 en FAE	11	11 en FAE
	Technicien sanitaire	43 (dont 28 FAE)	37	35 (dont 17 FAE)
	Sous-total	47	63	46
Formation d'adaptation à l'emploi	Directeur d'hôpital	11	13	45
	Directeur d'établissement social, sanitaire et médico-social	22	33	27
	Attaché d'administration hospitalière	59 (93)	88 (65)	93 (55)
	Inspecteur Hors classe (ex. IPASS)	50	49	51
	Sous-total	142	183	216
Cycles préparatoires	Direction longs	28	28	38
	AAH longs	8	8	5
	AAH courts	10	8	4
	Directeur des soins	9	7	8
	Classe préparatoire intégrée	15	15	25
	Sous-total	70	66	80
Total		545	646	699

() Effectifs relevant de la loi Sauvadet

Internationalisation des formations

Les filières fonction publique longues (24 mois) ont la possibilité d'intégrer un stage international de 2 mois dans leur cursus. Dans ce cadre, 50 élèves DH et D3S sont partis en stage dans 14 pays : en Europe(13), Amérique du nord (17), Amérique du sud (8), Afrique (5) et Asie (7)...

Des formations statutaires qui répondent aux attentes des milieux professionnels

Une enquête annuelle est réalisée auprès des anciens élèves et de leurs supérieurs hiérarchiques, un an après la prise de fonction. L'enquête 2017 (promotions sorties en 2016) montre que pour 88% (82% en 2016) des supérieurs, l'adaptation de l'ancien élève au poste est aisée. Les « employeurs » ont globalement une image positive de l'EHESP (93% en 2016). Chez les anciens élèves, 83% (84% en 2016) jugent que le passage par la formation à l'EHESP est utile pour exercer leurs fonctions et 98% (94% en 2016) ont le sentiment d'assumer les différentes dimensions du poste.

Etude de l'adéquation des formations publiques de l'EHESP aux besoins des milieux professionnels

Perception des supérieurs hiérarchiques (en %)

		DH	T3S	IASS	MEN	AAH	DESSMS	DS	MISP	IES	PHISP	IGS stat
Perception positive de l'EHESP	2016	100	100	82	85	100	88	100	75	100	100	NA
	2017	93	100	100	71	100	85	100	NA	NA	NA	NA
Satisfaction vis-à-vis des compétences de l'élève	2016	100	90	88	85	96	74	100	100	83	50	NA
	2017	95	82	80	100	85	91	94	NA	NA	NA	NA
Facilité d'adaptation	2016	100	90	79	69	85	59	100	75	100	100	NA
	2017	95	90	80	100	85	85	94	NA	NA	NA	NA
Adaptation en moins de 3 mois	2016	40	60	27	46	22	3	50	0	33	50	NA
	2017	22	40	25	86	20	37	37	NA	NA	NA	NA
Adaptation entre 3 et 6 mois	2016	50	20	36	15	48	53	50	75	50	50	NA
	2017	61	40	43	14	60	47	50	NA	NA	NA	NA

Perception des diplômés (en %)

		DH	T3S	IASS	MEN	AAH	DESSMS	DS	MISP	IES	PHISP	IGS stat
Perception positive de l'EHESP	2017	76	100	82	75	93	85	96	71	100	33	NA
	2016	86	94	91	72	88	95	93	NA	NA	NA	NA
Satisfaction vis-à-vis de la formation	2017	64	67	77	75	76	73	96	86	100	50	NA
	2016	74	89	68	72	77	79	96	NA	NA	NA	NA
Utilité de la formation	2017	80	75	82	69	89	92	100	43	75	50	NA
	2016	88	89	77	72	70	93	93	NA	NA	NA	NA
Efficacité sur l'ensemble des dimensions du poste	2017	88	100	92	81	93	98	100	100	100	100	NA
	2016	99	88	98	94	95	100	100	NA	NA	NA	NA
Adaptation en moins de 3 mois	2017	12	8	8	38	25	17	39	71	25	50	NA
	2016	18	47	10	67	22	22	29	NA	NA	NA	NA
Adaptation entre 3 et 6 mois	2017	32	58	51	0	49	64	57	14	63	0	NA
	2016	58	27	55	17	71	55	54	NA	NA	NA	NA

Les formations diplômantes

Le **master mention santé publique** de l'EHESP a été co-accrédité en 2017 avec les universités de Rennes 1 et Rennes 2 dans sa nouvelle maquette qui comporte désormais 2 parcours de M1 et 12 parcours de M2. En 2017-2018, le master a accueilli 186 étudiants inscrits à l'EHESP, plus environ 100 inscrits à l'université de Rennes 1.

En master 2, le parcours « Jeunesse : politiques et prises en charge » est devenu en septembre 2017 le parcours « **Enfance, jeunesse : politiques et accompagnement** », reflétant l'évolution des enseignements et des terrains de stage qui prend davantage en compte les questions relatives à l'enfance.

Un parcours de master 2 « **Promotion de la santé et Prévention** » a ouvert en septembre 2017 en s'appuyant sur les référentiels de compétences internationaux de l'association of schools of public health in the European region (ASPHER) et de l'union internationale de promotion de la santé et d'éducation pour la santé (UIPES).

Le parcours de master 2 « **Pilotage des politiques et actions en santé publique** » a organisé en 2017 10 séminaires en lien avec des professionnels de santé publique permettant ainsi aux étudiants de se familiariser avec divers champs professionnels.

En matière de santé et environnement, l'EHESP a renforcé en 2017 l'interaction entre ses différentes formations. Les étudiants inscrits dans le **master Santé publique et risques environnementaux** ont pu bénéficier des cours offerts dans les nouveaux parcours ouverts à Rennes dans le cadre de la mention de master santé publique sur **l'évaluation des risques environnementaux et sur les risques professionnels**.

Le **master 2 Droit, éthique et santé** (47 étudiants) a été co-accrédité avec l'université Rennes 1 autour de 2 parcours de formation : droit et éthique des professionnels et des établissements de santé / des professionnels et des établissements et services sociaux et médico-sociaux.

En partenariat avec l'université North Carolina (UNC), l'EHESP a renforcé l'enseignement des méthodes qualitatives dans le **master 1 du MPH** avec la réalisation d'une enquête auprès

des d'étudiants internationaux sur l'interaction entre culture et santé permettant ainsi l'acquisition de nouvelles compétences (conduite d'entretiens, traitement de données qualitatives via le software N-Vivo).

Plus de 80 étudiants ont suivi les cours du master 2 parcours **Analyse et management des établissements de santé (AMES)** en co-accrédiation avec l'université Paris 7 – Denis Diderot et en partenariat avec l'École du Val-de-Grâce et l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris. Le meilleur mémoire

a fait l'objet d'un article dans la revue « Les Cahiers de la fonction publique ».

Les 20 étudiants du mastère spécialisé **Ingénierie et management des technologies de santé (IMTS)**, co accredité avec l'université technologique de Compiègne (UTC), ont effectué un voyage d'études aux HUS (Hôpitaux Universitaires) à Rastatt en Allemagne permettant ainsi de découvrir des environnements divers dans le domaine des soins hospitaliers (blocs opératoires, radiologie).

Une insertion rapide des diplômés de Master

L'enquête annuelle sur le devenir des diplômés de master montre que le taux d'insertion est en moyenne, tous masters et promotions confondus, de 71% à 3 mois, de 91% à un an et 96% à deux ans.

La dernière enquête de 2017 montre que les diplômés 2016 sont 60% à occuper un emploi 3 mois après leur diplomation et

25% en recherche d'emploi. Les autres diplômés poursuivent leurs études ou préparent une thèse. Le taux d'insertion professionnelle calculé est ainsi de 70%. Les diplômés 2015 quant à eux sont 81% à occuper un emploi un an après leur diplomation et 9% en recherche d'emploi. Leur taux d'insertion professionnelle est alors de 90%.

Le CAFDES

L'EHESP a continué d'assurer, en 2017, son rôle d'animation du réseau des 26 établissements de formation en travail social qui préparent au CAFDES (certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale). En 2017, 391 candidats se sont présentés aux épreuves de certification organisées par l'EHESP pour 305 certifiés.

Effectifs en formation diplômante

		2015-16	2016-17	2017-18
Masters mention santé publique (en anglais)	Master of Public Health - M1	43	23	32
	Master of Public Health - M2	48	62	45
Master mention droit de la santé	Droit, santé, éthique - M2**	36	47	47
Masters mention santé publique	Sciences sociales et management - M1	33	26	37
	Enfance, jeunesse : politiques et accompagnement - M2*	23	25	28
	Pilotage des politiques et actions en santé publique - M2	33	37	33
	Promotion de la santé et prévention - M2	-	-	22
	Analyse et management des organisations de santé - M2	-	-	39
	Méthodes et outils d'évaluation des risques sanitaires liés à l'environnement - M2	-	-	4
	Situation de handicap et participation sociale - M2	24	25	21
	Santé publique et risques environnementaux - M2	9	7	5
Mastères spécialisés	Analyse et management des établissements de santé - M2	94	113	101
	Equipements biomédicaux**	8	11	11
	Ingénierie et management des technologies de santé	12	9	20
	Management en santé	16	23	16
Europubhealth	Ingénierie et management des risques en santé, environnement, travail	9	11	16
	Europubhealth - M1	25	17	41
	Europubhealth - M2	13	23	17
Total		426	459	535

* ex Master jeunesse : politique et prise en charge

** inscrits dans les universités co-accréditées

Internationalisation des formations

35 étudiants en master ou mastère spécialisé sont partis en stage international dans 20 pays.

La formation continue

Une offre « catalogue » renouvelée et des publics diversifiés

Le catalogue 2017 a proposé avec succès de nouvelles formations sur des thèmes aussi variés que le management des ressources humaines, le diagnostic territorial, les approches parcours et les dynamiques d'intégration des services sur les territoires, la démocratie en santé, ou encore l'accueil des migrants et des demandeurs d'asile. Les thématiques-phares (management pour les médecins, gestion financière et budgétaire, PMSI) ont confirmé la reconnaissance de l'expertise de l'EHESP dans le secteur hospitalier.

Des programmes pluriannuels pour des publics spécifiques

L'année 2017 a fortement mobilisé les équipes dirigeantes des établissements de santé sur les GHT et suscité des questionnements sur les organisations et les activités, ce qui s'est traduit par un fléchissement global des départs en formation pour ces publics. L'EHESP a toutefois accompagné 16 GHT dans l'élaboration de leur projet médical partagé.

Des programmes importants de formation destinés aux ARS ont été organisés en 2017 comme la formation des ARS et des Conseils départementaux aux évolutions prévues par la Loi d'adaptation de la société au vieillissement et par la Loi de financement de la sécurité sociale concernant les modalités d'allocation de ressources aux établissements et services médico-sociaux (230 stagiaires), ou la formation Organisation des parcours et territorialisation (AAPTE), une formation mixte innovante et co-construite avec sept ARS alliant e-learning, séminaires et coaching. La phase-pilote du programme PACTE, un diplôme d'établissement d'animateurs de structures pluri-professionnelles de soins primaires qui s'est achevée fin

2017, est entrée dans une nouvelle phase avec 10 nouvelles ARS. Par ailleurs, l'activité intra établissement auprès des ARS est restée soutenue avec 37 sessions réalisées.

L'EHESP a également formé près de 600 cadres de l'Assurance maladie pour une formation mixte (présentielle et à distance), Comprendre et accompagner les établissements de santé dans leur environnement, qui a donné lieu à la création d'un COOC (Corporate Open Online Course).

Dans le secteur médico-social, le passage à l'Etat prévisionnel des recettes et des dépenses (EPRD) a généré de nombreuses demandes de formations, tant pour l'offre catalogue que l'offre intra établissement, demandes intra auxquelles l'EHESP n'a pu répondre que partiellement.

Un colloque intitulé « Parcours santé des aînés : les leviers de la réussite », organisé conjointement avec l'École nationale supérieure de sécurité sociale en janvier 2017 au Ministère des solidarités et de la santé, a rassemblé environ 250 participants.

L'activité

ACTIVITE FC	2015	2016	2017	Evolution 2017/2016
Nombre de sessions proposées au catalogue	211	221	254	+ 14,9%
Nombre de sessions sur mesure	225	247	233	- 5,6%
Nombre de sessions réalisées (catalogue + sur mesure)	412	402	439	+ 9,2%
Taux d'annulation	5%	9,86%	9,85%	- 0,1%
Nombre de stagiaires	7 798	7 801	9 338	+ 19,17%
Nombre de jours-stagiaire	31 738	29 844	30 061	+ 0,73%
VAE CAFDES Nombre de nouveaux entrants	353	241	204	- 20,75%
Nombre de candidats présentés au jury	213	209	186	- 11 %

Le nombre de sessions FC proposées par l'école en France et en outre-mer (catalogue et sur-mesure) a progressé de près de 4 %, avec des disparités importantes. En effet, ce sont les formations proposées au catalogue incluant les FAE qui ont fortement augmenté (+14.9%).

L'effectif de stagiaires FC est en augmentation d'environ 20% (9 338). En revanche, le nombre de jours-stagiaires reste stable. Ces éléments confirment la tendance à la baisse de la durée moyenne de formation déjà constatée en 2016 (3.2 jours / stagiaire en 2017 au lieu de 3.8 j / stagiaire en 2016).

Les recettes

RECETTES	2015	2016	2017	Evolution 2017/2016
Formations inter-établissements + diplômes	3 881	3 833	3 548	- 7,4%
Formations sur-mesure, intra	831	1 142	880	- 22,9%
Sous-total Formation continue	4 712	4 975	4 428	- 11%
Préparations aux concours	260	247	194	- 21,4%
VAE CAFDES	200	284	289	+ 1,76%
Autres recettes	697	1 043	493	- 52,7%
Total général Formation tout au long de la vie	5 869	6 549	5 404	- 17,48%

La formation tout au long de la vie a généré globalement 5 404 K€ de recettes pour l'école, soit une diminution de - 17,48 % (1 145 K€). Cette baisse est inégale selon les types de formation. Ainsi les formations inter établissements fléchissent de 7,4 %, essentiellement en raison d'une diminution des effectifs de stagiaires au tarif formation continue des masters. En effet, le tarif étudiant s'applique depuis 2016 aux personnes ne bénéficiant pas d'un financement par un tiers, mais 2017 est la première année d'application en année pleine. L'annulation d'un certificat et de formations courtes ont renforcé cette baisse. Les formations sur-mesure affichent une réduction de 11% liée, d'une part, à un décalage d'encaissement des recettes de programmes sur-mesure importants et, d'autre part, à la

difficulté de l'école à mobiliser les ressources pédagogiques nécessaires pour satisfaire les demandes de formation sur certains thèmes de formation très demandés. Les programmes pluriannuels d'accompagnement de publics spécifiques constituent toutefois des réponses adaptées aux besoins des professionnels. Ils offrent une bonne visibilité à l'école et lui permettent de s'investir dans le développement de formations mixtes innovantes.

La forte diminution des Autres recettes recouvrent principalement les programmes internationaux (MPH et Europubhealth) dont les recettes 2017 ont été encaissées en 2016 et pour lesquels le nombre d'inscriptions a fléchi.

Validation des acquis de l'expérience (VAE) CAFDES

Les nouveaux directeurs d'établissement étant désormais déjà diplômés, l'activité de la VAE CAFDES poursuit une trajectoire à la baisse (- 11% en 2017). Dans le cadre des réorganisations internes, le transfert de cette activité a été effectué début 2017 de la direction du développement et de la formation continue vers le service de la Scolarité.

La qualité des actions de formation professionnelle tout au long de la vie

L'EHESP est actuellement référencée par plusieurs OPCA (Agefos-PME, Actalians, Fafiec, Unifaf, Uniformation), via la plateforme DATADOCK afin que les stagiaires puissent bénéficier du financement de leurs formations. Cette première étape sera suivie d'une démarche de certification à l'horizon 2018. Ce sera l'opportunité pour l'EHESP de sécuriser son positionnement en formation continue, harmoniser ses pratiques et optimiser l'organisation de ses formations.

Parallèlement à cette démarche, le référencement de l'ensemble des certifications délivrées par l'école a pu être réalisé sur des plateformes régionales (GREF Bretagne et DOKELIO Ile de France).

Validation des acquis

Les instances de l'EHESP ont souhaité renforcer la valorisation et la reconnaissance des acquis en votant une politique de validation des acquis ouvrant plus largement la possibilité d'intégrer une formation ou bien de valider un diplôme dans le cadre des validations des acquis professionnels et personnels (VAPP), validation des études supérieures (VES) ou VAE.

Services aux personnes en reprise d'études

Soucieuse de contribuer à la sécurisation des parcours, l'EHESP propose des entretiens individualisés aux publics en reprise d'études sur les métiers visés par les formations dispensées par l'EHESP, la recherche de financement et la définition d'un parcours de formation adaptés, 98 entretiens ont ainsi été réalisés en 2017.

La formation par la recherche

Former et agir en interdisciplinarité et inter professionnalité en santé publique : une compétence clef de l'EHESP.

Le réseau doctoral en santé publique : bientôt 10 ans d'interdisciplinarité

Depuis 2008, l'EHESP anime un réseau doctoral en santé publique (RDSP) composé de neuf écoles doctorales partenaires qui couvrent, avec l'EHESP, l'ensemble des champs disciplinaires en santé publique. En favorisant le travail en interdisciplinarité, le RDSP contribue à l'émergence d'une communauté de professionnels et de chercheurs partageant une culture commune en santé publique.

Après 10 ans de fonctionnement le RDSP bientôt ED-RDSP ?

Après 10 ans de fonctionnement, à la demande de la direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGSIP), un document a été rédigé à l'attention du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER). L'objectif étant de créer l'école doctorale – réseau doctoral de santé publique (l'ED-RDSP). Par ailleurs, le rapport d'auto évaluation du réseau doctoral a été transmis à l'HCERES (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) en septembre 2017 et la visite du comité d'expert est programmée en juin 2018.

Une activité en constante progression

26 nouveaux doctorants ont été recrutés sur l'année 2016-2017, dont 8 contrats doctoraux du réseau doctoral et 3 contrats sur ressources propres de l'EHESP. Fin 2017, le réseau doctoral compte 92 doctorants inscrits dont 25% d'internationaux. 18 thèses ont été soutenues en 2017 ce qui amène le nombre total de docteurs du réseau doctoral à 100.

En mars 2017, **les 8èmes rencontres scientifiques** ont rassemblé plus de 60 personnes à Rennes. A cette occasion, le coordonnateur du collège des conseillers scientifiques auprès de la DGSIP, a présenté la situation de l'emploi des doctorants en France. De plus, en lien avec la ComUE USPC, les futurs chercheurs ont été sensibilisés aux opportunités qu'offre l'European Research Council (ERC) en participant à la conférence : « soutenir de nouveaux talents : l'ERC soutient la recherche exploratoire depuis 10 ans ».

Comme chaque année, les travaux de recherche en cours de 30 doctorants ont été discutés. Le prix du meilleur poster a été attribué à un doctorant en deuxième année (ED 92) pour son sujet sur « L'analyse de séquences pour l'étude des parcours de soins. Application à la sclérose en plaques. »

3 séminaires interdisciplinaires ont été organisés. Les thèmes présentés et discutés par les futurs acteurs de santé publique ont abordé des problématiques clefs pour l'avenir du système de santé : la e-médecine en question, perspectives, développement humain et limites éthiques ; la causalité en santé publique et enfin, la démocratie sanitaire : l'usager au cœur du système de santé. Une quinzaine de doctorants était impliquée dans la construction de ces séminaires. Plus d'une centaine de participants y ont assisté.

Enfin, pour permettre aux doctorants de suivre une formation pluridisciplinaire et de s'ouvrir à l'international, le réseau a délivré 5 bourses à l'international en 2017 et coordonné 4 cotutelles. Des aides à la mobilité formation ont été octroyées pour un montant global de 26 000 €.

Dans le champ de la santé travail, le parcours doctoral mis en œuvre en 2016 conjointement avec l'ANSES, Santé publique France, la Direction générale du travail et l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des maladies professionnelles et des accidents du travail (INRS) a permis de financer en 2017 deux contrats doctoraux sur les sujets de thèse suivants : le développement d'un outil de visualisation et d'analyse spatiale des données de santé au travail à des fins de vigilance sanitaire et sur l'organisation du travail comme ressource à la prévention des risques (TMS/RPS) dans les petites et moyennes entreprises du champ de la restauration.

Comprendre et agir en interprofessionnalité : des recommandations désormais valorisées



10 notes de synthèses, produites par des élèves en formation statutaire de l'EHESP dans le cadre du module interprofessionnel de santé publique (MIP), ont donné lieu à la création d'une collection « la santé publique en action(s) » des Presses de l'EHESP. En accès libre, la collection vise à offrir aux acteurs des secteurs sanitaires et sociaux des recommandations sur des problématiques spécifiques de santé publique. Vaccination quel rôle pour l'hôpital ? Agir en établissement pour réduire les résidus de médicaments dans l'eau ; Développer le métier de conseiller en environnement intérieur ; Prévenir les dérives sectaires au domicile de la personne âgée...

Ce travail démontre tout l'intérêt d'une approche pluri-professionnelle et initie des habitudes de travail concerté pour améliorer la prise en charge de nos concitoyens.

L'innovation pédagogique

Les missions d'innovation pédagogique et de développement pédagogique sont assurées par trois entités : le service documentation, la banque de données en santé publique et le service multimédia au sein du Centre d'appui à la pédagogie (CApP)

Les projets de formations en ligne innovants en 2017 :

- **Création de nouveaux environnements d'apprentissage en ligne** : pour exemple, le SPOC (Small Private Online Courses) ELUS, formation en ligne réalisée en collaboration avec le département santé environnement travail et génie sanitaire sur le thème de la santé environnementale et à destination des élus, ou encore la refonte du programme de formation PACTE soins primaires (formation destinée aux managers de maisons de santé) qui a bénéficié de nouveaux développements (centre de ressources thématiques, espace collaboratif communautaire, Eportfolio) ;
- **L'aménagement des espaces formels et informels sur le campus rennais** : dans la continuité des travaux engagés en 2016 (aménagement des Learning LAB), de nouveaux espaces de travail collaboratif, connectés et modulables ont été déployés au sein de l'école (salle d'apprentissage, de web conférence, hall d'entrée) ;
- **L'obtention de projets innovants labellisés par le PIA sur le site de Rennes**
Dans le cadre du projet DUNE DESIR et en réponse à l'appel à manifestation d'intérêt de la Maison de la pédagogie, les 2 projets présentés par l'EHESP ont été retenus : ALIVE (Apprentissage en langues et interculturelité via un environnement numérique) et DynamiCas (étude de cas dynamique en santé publique).



Un service documentation dynamique

Soucieuse de favoriser un accès à l'information indispensable et complémentaire à la formation, l'équipe s'est mobilisée au quotidien pour développer les produits et les services en adéquation avec les besoins. Avec une fréquentation avoisinant les 30 000 visites en 2017 pour nos 2 bibliothèques, les usagers expriment le besoin d'optimiser l'exploitation des nombreuses ressources, notamment numériques. Les documentalistes ont ainsi animé 55 séances de formation et proposé 13 nouveaux dossiers documentaires qui permettent d'aborder un sujet ou de faire le point sur une question de santé publique.

2017 a aussi été l'occasion d'inscrire l'EHESP dans une politique d'Open Access et donner ainsi accès librement aux résultats scientifiques issus de la recherche. En collaboration avec la direction de la recherche, le service documentation est l'opérateur principal de l'archive ouverte. Il administre le portail « HAL EHESP » (Hyper articles en ligne) et accompagne les enseignants-chercheurs dans l'appropriation de l'outil.

Une banque de données en santé publique (BDSP) en évolution

La BDSP est un dispositif essentiel pour la communauté de santé publique française et au-delà. En attestent les chiffres de fréquentation du site en 2017 : 1 100 000 visites (en moyenne 3 030 par jour). Plusieurs travaux ont été menés cette année pour permettre la mise en œuvre de la refonte du dispositif BDSP, la transformation dans la continuité de l'offre de services, le déploiement d'un nouveau support technologique, le changement de modèle économique. Ont été réalisés : une étude de marché, l'écriture d'un cahier des charges pour la prestation informatique à venir, le renforcement de la gouvernance avec la réunion régulière du comité de pilotage. Les démarches pour l'identification de partenaires financiers et technologiques ont été intenses et se poursuivent.

Dans le même temps, des actions ont permis à la fois de maintenir le niveau des services (10 740 nouveaux référencement dans la base documentaire ; publication de 1 400 annonces d'offres d'emploi et 3 240 annonces de colloques) et d'en améliorer la qualité : la révision du thésaurus a été finalisée et la coopération avec le réseau Santécom a permis de rendre accessible dans la base documentaire BDSP le référencement d'une grande partie de la littérature grise québécoise en santé publique.

3 Une recherche internationale en santé publique

Développer des cadres et des supports à la recherche

Définition d'une politique de communication scientifique

Afin de valoriser au mieux les activités et les productions de la recherche de l'école, la direction de la communication et la direction de la recherche ont formalisé et promu auprès des chercheurs la politique de communication scientifique de l'EHESP. Elle précise les modalités de communication disponibles, que ce soit en interne, en externe, via le site ehesp.fr, les pages personnelles, les relations presse ou les réseaux sociaux.

Développement d'un portail HAL : un outil de valorisation de la production scientifique et des équipes de recherche

L'EHESP a mis en place son portail HAL (Hyper Articles en Ligne), qui rassemble les références, voire les documents en libre accès, des productions scientifiques des personnels de recherche de l'EHESP. La dynamique de dépôt systématique, enclenchée notamment à l'occasion de l'évaluation par le HCERES de l'équipe d'accueil MOS, devra être poursuivie et généralisée sur les prochaines années.

Données pour la recherche

Un correspondant informatique et liberté a été nommé, pour veiller à la sécurité juridique et informatique de l'EHESP, sous l'autorité et le contrôle de la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés).

Par ailleurs, l'EHESP est devenue membre de l'Institut national des données de santé (INDS), et a dorénavant accès, pour les recherches, aux principales bases de données de santé publique.

Ces éléments s'inscrivent dans une démarche plus globale concernant les questions d'éthique et d'intégrité de la recherche qui a été initiée en 2017 et a permis d'identifier des pistes d'actions à développer dans les années à venir, de manière à répondre aux exigences du législateur d'une part et aux besoins des chercheurs d'autre part.

S'inscrire dans les dynamiques locales et nationales de structuration et d'évaluation de la recherche

Au sein de la COMUE USPC : Evaluation HCERES

Dans le cadre de l'évaluation par le HCERES de la ComUE USPC, l'EHESP a participé à la rédaction du rapport d'auto-évaluation d'USPC, en lien avec les autres établissements concernés, notamment en ce qui concerne la santé publique, qui est identifiée comme un champ porteur.

Au sein du site rennais : dépôt de dossiers

Les équipes de l'EHESP se sont impliquées de manière très importante et avec beaucoup de réactivité dans la rédaction de dossiers en réponse à des appels à projets nationaux du plan d'investissement d'avenir (IHU, SIRIC) qui ont très fortement contribué à renforcer les liens et un dialogue de proximité avec ses partenaires du site rennais.

Communiquer auprès du grand public

À l'occasion du **Festival des sciences**, l'EHESP a proposé une animation grand public au sein du village des sciences, une conférence organisée par la ville de Rennes, en partenariat avec les universités de Rennes 1, Rennes 2 et le CHU de Rennes. Enfin, pour la première fois, les chercheurs et doctorants de l'EHESP sont intervenus dans des classes d'écoles primaires de la métropole rennaise pour proposer des animations autour de la santé publique.

Dans le cadre du partenariat avec **l'Espace des sciences** et la **CRSA** Bretagne (Conférence régionale de la santé et de l'autonomie), l'EHESP a proposé une conférence autour des enjeux futurs de la vaccination, qui a rencontré un public très nombreux.



Animation au Festival des Sciences à Rennes

L'année 2017 a été marquée par le développement de liens étroits avec le site The Conversation. 11 articles ont été publiés et repris par de nombreux médias (Slate, Ouest France, Le Point, sciences et avenir, etc.) totalisant ainsi plus de 430 000 vues.

Les équipes labellisées

Des interactions de plus en plus fréquentes entre les unités mixtes de recherche et les équipes d'accueil dont l'EHESP est tutelle.

Institut de recherche sur la santé, l'environnement et le travail (IRSET UMR Inserm 1085)

2017 marque le début d'un nouveau contrat quinquennal pour l'Irset, avec ses 10 équipes labellisées par l'Inserm dont l'équipe Epidémiologie en santé au travail et ergonomie (Ester, à Angers) qui rejoint officiellement l'Institut. L'Irset accueille de nombreux visiteurs, dont une délégation de l'INRS-Institut Armand-Frappier (Canada), une délégation algérienne, et le directeur de Swetox, un centre suédois majeur de recherche en toxicologie. Le projet ExOdE (AAP Instituts Convergences) se classe 7^e sur 29 (5 dossiers retenus). En 2017, l'Irset répond, avec ses partenaires, à l'AAP Siric (Sites de recherche intégrée sur le cancer). La très colorée exposition « Danses du monde » de François Guénet s'installe dans ses murs début septembre. Enfin, des contrats importants sont conclus et la production scientifique est restée très soutenue en 2017 avec plusieurs publications majeures.

Recherche en pharmaco-épidémiologie et recours aux soins (REPERES EA 7449)

Au cours de sa première année d'existence, l'équipe d'accueil (EA) REPERES a organisé deux événements scientifiques. Le colloque « le SNIIRAM pour la recherche en santé », fut en premier lieu, organisé fin juin à Rennes. Cet événement a réuni un public d'environ 200 personnes venu écouter des intervenants institutionnels (entre autres ANSM, Assurance maladie, Santé publique France...) et académiques pour un tour d'horizon des questions relatives à l'accès et à l'utilisation des données massives en santé, et avec un focus particulier sur la pharmaco épidémiologie. Le second événement scientifique s'est déroulé fin décembre à Rennes et s'est intéressé à la recherche en service de santé (RSS). Le développement de ce champ de recherche multidisciplinaire est en pleine discussion tant à l'échelon national qu'euro péen. Le séminaire fut l'occasion de dresser un bilan des travaux réalisés dans

ce domaine par REPERES, de découvrir ceux accomplis par l'équipe MOS (Management des organisations de santé) et par une équipe collaboratrice canadienne, et enfin d'envisager les perspectives de développement.

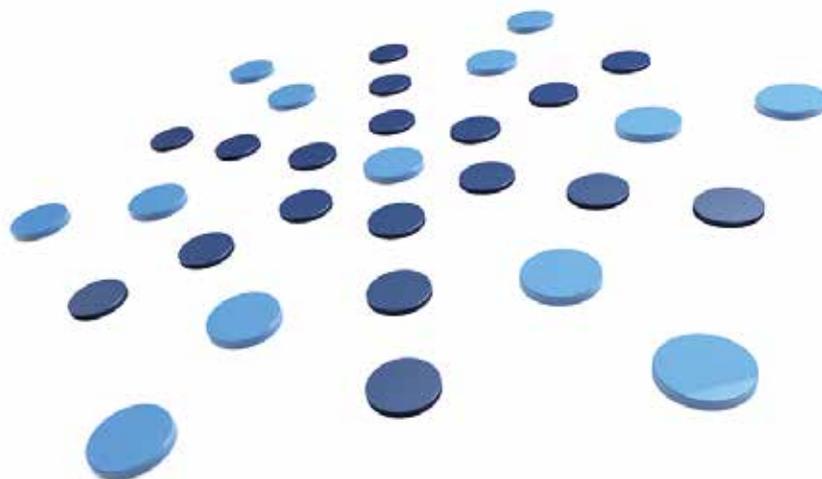
ARENES (UMR CNRS 6051)

Depuis 2017 l'UMR se nomme Arènes, avec à sa tête une nouvelle équipe de direction. Le laboratoire a bénéficié de l'arrivée de 3 nouveaux membres permanents CNRS, dont 2 sont implantés sur le site de l'EHESP. Côté recherche, les liens entre Arènes et l'Irset, se sont renforcés par l'obtention d'un soutien de la Fondation de France à un projet scientifique intitulé « Actions publiques comparées pour les expositions agrégées et cumulées (ACE) », sur les expositions aux substances toxiques.

Equipe d'accueil Management des Organisations de Santé (MOS EA 7348)

L'année 2017 a permis la production de connaissances, reflétée par des publications dans des revues référencées (revues en gestion de la santé, revues en gestion généraliste, revues en sciences sociales et dans le champ médical).

Comme chaque année, un séminaire a été organisé à Saint-Malo. Par ailleurs, l'année 2017 a été marquée par la préparation du rapport d'auto-évaluation remis au HCERES.



Les chaires

En 2017, L'EHESP compte au total 9 chaires, qui participent à l'activité d'enseignement et de recherche de l'établissement.

Création de deux chaires

Chaire « enfance, bien-être, parentalité »

La première séance du séminaire de la chaire a eu lieu le 29 novembre 2017 à Rennes. Elle a été consacrée aux déterminants et indicateurs du bien-être. Ce séminaire a réuni plusieurs experts internationaux de ce champ d'étude venant des Etats-Unis, d'Autriche et d'Angleterre. Elle a également été suivie sur place et en visioconférence par des collègues français. Plusieurs thématiques ont été développées telles que l'impact sur le bien-être de l'évolution globale des structures familiales dans le monde ; les avantages et les limites des indicateurs de bien-être dans les comparaisons internationales ; le lien entre la notion de bien-être subjectif et le sentiment de justice sociale et enfin la résilience sociale à l'ère néolibérale.

Chaire Prospective en santé

Cette chaire s'appuie sur un partenariat entre l'EHESP, la Mutuelle nationale des hospitaliers (MNH) et la Fondation de la banque française mutualiste (BFM). Son programme de recherche est consacré à l'étude de l'évolution future des organisations de santé en France. En 2017, un financement a été obtenu dans le cadre de l'appel à projets « Innovation organisationnelle » lancé par la fédération hospitalière de France. Le projet, d'une durée de deux années, porte sur le rôle et l'impact de l'usage des robots sociaux dans l'organisation des soins.

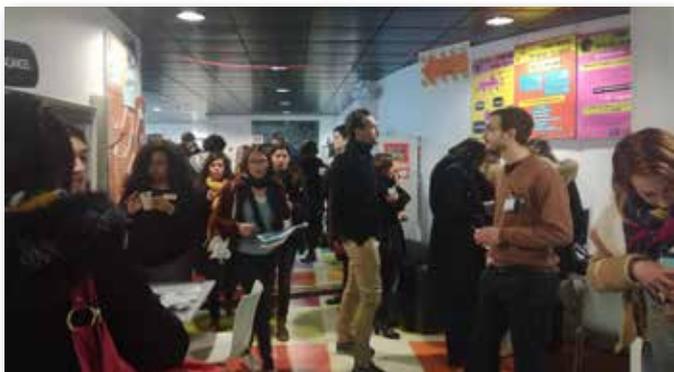
Zoom sur...

Chaire « recherche sur la jeunesse »



Suite aux diagnostics territoriaux, le programme « Jeunes en TTTTRANS » visant le développement d'une politique jeunesse intégrée est entré dans sa seconde

phase par la mise en œuvre des programmes d'action. Orientée autour d'une activité de recherche-action, l'année s'est clôturée par des journées d'études rassemblant 200 personnes (jeunes, élus, professionnels, chercheurs) sur le thème du « parcours individuel et collectif des jeunes ».



Journée d'études de la chaire «recherche sur la jeunesse»

Le programme « Partispace » (projet Horizon 2020) portant sur la participation des jeunes dans 8 villes européennes, finalise ses premiers résultats en vue d'un final meeting prévu à Paris et Rennes en avril 2018.

Différents partenariats financiers et scientifiques (INJEP, Conseil régional Bretagne, Ville de Rennes, Croix-Rouge International...) ont permis de consolider le rôle d'expertise de la chaire et son inscription dans une dynamique de rencontre avec les collectifs de jeunes en Bretagne.

Quelques actualités en bref...

Chaire de management des technologies de santé (USPC-EHESP)

Un ouvrage sur l'ingénierie et l'architecture hospitalière face aux questions de flexibilité est en cours de rédaction, avec près de 60 auteurs.

Chaire d'excellence en management de la santé

Participation aux travaux de la 11e révision de la classification internationale des maladies (CIM-11) par l'OMS sur les questions d'évaluation de la qualité des soins et de la sécurité des patients.

Chaire Management des établissements de santé

Encadrement d'une thèse portant sur les paiements alternatifs à la T2A.

Chaire Inpes « Promotion de la santé » à l'EHESP

Publication aux Presses de l'EHESP de « La promotion de la santé. Comprendre pour agir dans le monde francophone », à laquelle ont participé 41 auteurs, et un guide méthodologique, disponible en accès libre, « Intervenir localement en promotion de la santé », à destination des professionnels et élus.

Chaire de recherche en prévention des cancers Inca/IResp/EHESP

Poursuite du travail sur le transfert de connaissances en prévention suite à l'obtention d'un 5e contrat de recherche.

Chaire d'excellence « exposome chimique humain » (USPC-EHESP)

Recrutement d'un ingénieur d'étude et une post-doctorante. Obtention d'un financement de recherche dans le cadre régional de la stratégie d'attractivité durable. Publication d'une revue sur l'utilisation de la métabolomique dans le domaine de la santé environnementale.

Les thèmes de recherche

Analyse des politiques sociales et de santé

Mig-HealthCare: Réduire les inégalités de santé pour les migrants vulnérables

Le projet européen Mig-HealthCare a pour objectif le renforcement de modèles de santé communautaire à destination des migrants vulnérables afin de réduire les inégalités de santé. Il est financé par la Commission européenne pour une durée de trois ans (2017/2020) et se déploie dans dix pays (Grèce, Italie, Espagne, Suède, Chypre, Malte, Bulgarie, Allemagne, France, Autriche).

Ses principales activités consistent à :

- Décrire l'état de santé physique et mentale des migrants vulnérables et des réfugiés dans l'Union Européenne, notamment les besoins et les attentes des professionnels ;
- Élaborer une feuille de route et des dispositifs concrets pour la mise en œuvre de modèles de santé communautaire ;
- Former des professionnels de la santé et du social ;
- Effectuer un test pilote et évaluer ce modèle de santé communautaire.

Organisation et management des services de santé

Gestion de la sécurité des soins

Le projet « vers un système de santé apprenant » financé par le fond de recherche franco-québécois « Samuel de Champlain » doit permettre d'améliorer la compréhension des caractéristiques des standards taxonomiques & ressources sémantiques utilisés pour analyser la qualité de l'usage des antibiotiques dans les organisations de soins primaires et aigus en France et au Québec. Son objectif principal est d'identifier les taxonomies, terminologies, ontologies utilisées pour soutenir les capacités de décision en lien avec la surveillance de l'usage des antibiotiques. Les objectifs intermédiaires sont de décrire leurs modalités d'utilisation, selon les types d'utilisateurs (cliniciens, gestionnaires, etc.), d'analyser l'étendue de leur utilisation dans les organisations de santé en soins primaires et en soins aigus au Québec et en France, et d'élaborer un répertoire des différents standards et de leurs caractéristiques distinctives (faiblesses, forces) sous la forme d'une métadonnée.

« Catégorisation et personnalisation des parcours de soin en oncologie »

Financé par l'INCA, ce projet est réalisé en collaboration avec une équipe de l'institut universitaire de médecine sociale et préventive de Lausanne en Suisse. L'objectif de cette recherche est d'identifier des critères pertinents de personnalisation des parcours de patients atteints de cancer en prenant appui à la fois sur des investigations dans le milieu de la santé et dans d'autres secteurs d'activité présentant des similitudes avec le service dans les établissements de santé.

Environnement et santé

L'étude Metexpo

L'étude Metexpo est la première enquête réalisée en Nouvelle-Calédonie sur l'exposition de la population aux métaux. Cette étude de bio surveillance visait à évaluer l'exposition de la population à quatre métaux d'intérêt (nickel, cobalt, chrome et manganèse pour lesquels l'archipel néo-calédonien représente environ 10% des réserves mondiales) et à en décrire les principaux déterminants. Les activités minières liées à l'exploitation du nickel et l'érosion des pentes contribuent à l'exposition des populations locales par la contamination de l'air, de la nourriture et des ressources en eau.



Site minier en Nouvelle-Calédonie

Les résultats montrent que les sols sont largement contaminés par les métaux à proximité ou non des activités minières. La poussière de sol extérieur participe à la contamination des poussières d'habitation et donc à l'exposition des populations résidentes. Les chercheurs du LERES ont participé à la restitution des résultats auprès des services de l'État et de la population afin de les sensibiliser aux recommandations à adopter pour réduire cette exposition.

Les espaces bleus : une thématique majeure de l'aménagement

Si la notion de « blue health » est bien admise, la problématique « Eau dans la ville » reste peu étudiée malgré les nombreuses opportunités (culturelles, sociales, environnementales, ...) qu'offre celle-ci pour répondre aux grands enjeux de santé publique.

En partenariat avec Rennes métropole, le projet UFS-Eau, financé par l'ARS Bretagne, visait à étudier les liens de causalité entre la composante bleue et la santé. Les résultats obtenus ont permis d'élaborer une « représentation » de l'eau dans la ville, en identifiant notamment les nouveaux usages de l'eau en milieu urbain, les nouvelles pratiques de gestion de l'eau et les services écosystémiques liés aux espaces bleus. Un modèle a été construit permettant d'explicitier les impacts positifs ou négatifs de l'« Eau dans la ville » sur les déterminants de santé et la santé de la population.

Les résultats alimentent le projet en cours, ISADORA (Intégration de la santé dans les projets d'aménagement), mené en partenariat avec la fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU) et l'agence d'urbanisme de la métropole bordelaise et de l'Aquitaine (A'Urba), qui a notamment pour but de guider de façon opérationnelle l'ensemble des acteurs à intégrer la dimension santé tout le long du processus d'aménagement et ainsi de les aider à élaborer des projets d'aménagement favorables à la santé.

Inégalités sociales en matière de parcours d'emploi et de travail : construction d'une typologie de parcours à partir de l'enquête SIP (Santé et itinéraire professionnel)

Peu de travaux permettent de caractériser les cumuls d'expositions professionnelles aux cancérogènes au cours de la vie et leur stratification sociale. Récemment, des travaux ont pu être conduits à partir d'une cohorte de patients atteints de cancers principalement respiratoires (enquête Giscop93 conduite en Seine-Saint-Denis), et ont permis de développer une méthodologie originale d'analyse des parcours de travail. Dans la typologie obtenue, les parcours professionnels les plus précarisés étaient associés à une plus forte exposition professionnelle à des cancérogènes tout au long de la vie. Les données SIP ont également montré que sur une période de suivi de 10 ans, les personnes présentant un parcours professionnel précarisé développaient davantage de maladies rhumatismales, cardio-vasculaires et pulmonaires.

Sécurité sanitaire

Modélisation de la dissémination des pathogènes résistants entre établissements de soins

L'incidence et la sévérité des infections associées aux soins sont en constante progression depuis plusieurs années, en particulier en raison de l'importation de bactéries hautement résistantes au sein de notre réseau de soin. Face à la multiplication de ces épisodes infectieux et devant les impasses thérapeutiques dans lesquelles se retrouvent certains patients, l'implémentation des stratégies de prévention déjà disponibles doit être optimisée et de nouveaux types de mesures doivent être envisagées et évaluées. La modélisation mathématique et les simulations informatiques, enrichies par les grandes bases de données d'activités de soin, aujourd'hui disponibles, permettent d'examiner de façon réaliste, différentes hypothèses de dissémination infectieuse et d'établir la pertinence des meilleures combinaisons de mesures.

Le projet de modélisation SPHINx adopte une approche globale afin de mieux comprendre et contrôler la dissémination des pathogènes résistants depuis la chambre du patient, jusqu'à l'infrastructure hospitalière, le réseau hospitalier dans lequel les patients sont transférés, les établissements de soin où ils séjournent et jusqu'aux territoires où ces pathogènes finissent par circuler.

Promotion de la santé et prévention

GREENH-City – Governance for Equity, Environment and Health in the City



Ce projet s'inscrit dans une thématique émergente de la santé publique qui étudie les liens entre les environnements urbains (modes d'urbanisation, gestion de la biodiversité,

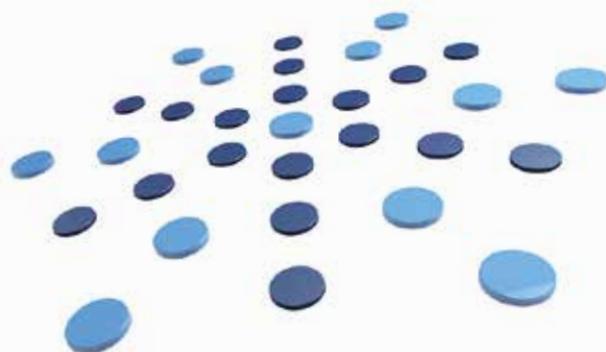
trames vertes, trames bleues, services aux populations dans leurs milieux de vie...) et les impacts en termes de santé.

Ce projet de recherche interventionnelle est financé par l'INCa, et mené en collaboration avec le réseau Ville santé de l'OMS, l'université de Nanterre Paris Ouest, l'Institut de santé globale de Genève et l'université Laval.

Il utilise une approche par méthodes mixtes (qualitatives et quantitatives) et se base sur l'étude des systèmes de gouvernance municipale et la prise en compte de l'équité en santé dans les interventions relatives aux espaces verts en milieu urbain.

Les objectifs sont les suivants :

- Comprendre de quelle manière les villes mettent en œuvre des démarches de santé dans toutes les politiques afin d'agir sur l'équité en santé,
- Décrire et analyser les interventions relatives aux espaces verts produites et mises en œuvre dans les villes
- Analyser l'usage et la contribution des espaces verts en milieu urbain sur la qualité de vie et le bien-être des habitants.



Les programmes transversaux

En 2017, le programme d'émergence et de soutien à des structures ouvertes de recherche (ESSOR) en promotion de la santé s'est poursuivi et le programme UrbASET s'est mis en place.

Programme ESSOR- UrbASET « Urbanisme, Aménagements, Santé, Environnements, Territoires »

En 2017, dans le cadre du programme ESSOR- UrbASET « Urbanisme, Aménagements, Santé, Environnements, Territoires », deux séminaires ont été organisés. Le premier dédié à la pratique EIS (l'Évaluation d'impact sur la santé) a permis de réunir une vingtaine d'experts issus d'ARS, de collectivités ... Les questions de processus, de gouvernance et de méthode, ont été discutées et mises en perspective à travers les expériences de terrain. Le second séminaire a permis, en novembre, d'accueillir Céline Surette, professeure de l'université de Moncton (Canada) pour échanger sur le thème de l'approche écosystémique et de l'urbanisme favorable à la santé qui s'appuient sur des recherches intégrées en sciences de l'environnement, en sciences sociales et en sciences de la santé. Le programme ESSOR- UrbASET a permis également de soutenir la valorisation de projets de recherche en cours, en finançant les déplacements de chercheurs aux conférences internationales organisées par l'EUPHA (European Public Health Association) et l'ICUH (International Society for Urban Health).

Promotion de la santé

Le programme ESSOR pour la promotion de la santé, débuté en 2014, vise à favoriser les collaborations entre différents départements, impliqués dans des champs disciplinaires variés, susceptibles de contribuer à développer des approches de promotion de la santé, à développer les connaissances en ce domaine et à promouvoir des partenariats externes. En 2017, ces thématiques de recherche ont porté sur les politiques de santé globale, l'intégration de l'urbanisme favorable à la santé et des évaluations d'impact en santé, ainsi que des enjeux éthiques pour les projets de recherche en santé.

Projets de recherche

Le bureau des contrats de recherche a accompagné les chercheurs pour le dépôt de 102 projets de recherche, et a obtenu en 2017, 44 projets de recherche et d'expertise pour un financement revenant à l'EHESP de 1,528 millions d'euros. Le bureau d'aide aux contrats a assuré le suivi de près de 150 projets de recherche sur l'année 2017. Ce ratio illustre la forte capacité des enseignants-chercheurs de l'EHESP à attirer des ressources propres dans le domaine de la recherche, environnement extrêmement concurrentiel.

Publications

En 2017, on compte au total 250 dépôts dans HAL (Hyper article en ligne).

Habilitation à diriger des recherches (HDR)

Pour renforcer la compétence des enseignants chercheurs à accompagner le doctorant dans son projet professionnel, une formation a été organisée par l'EHESP en lien avec l'Inra pour les HDR et futurs HDR. L'objet de la formation était d'identifier comment « mieux accompagner le parcours de son doctorant ». Débuter la relation d'encadrement, accompagner son autonomie, gérer les conflits et les situations difficiles, accompagner le doctorant dans sa transition professionnelle sont autant de thématiques qui ont pu être abordées. 23 personnes ont participé à cette formation en 2017.

En 2017, cinq HDR ont été soutenues, amenant le nombre d'HDR à 24.

4 L'expertise de l'EHESP : quelques illustrations

Une approche interdisciplinaire au service de la santé publique

Evaluation qualitative du programme national Parcours de santé des aînés (PAERPA)

L'équipe pluridisciplinaire composée de chercheurs en sciences de gestion et en sociologie a réalisé pour le ministère des solidarités et de la santé, l'évaluation qualitative du programme PAERPA qui a donné lieu à un rapport qui a été rendu public en mai 2017. Cette étude qui s'est appuyée sur des diagnostics territoriaux et des entretiens pour analyser les facteurs clefs de succès, voire d'échec, dans le déploiement du programme PAERPA sur 9 territoires, vient compléter l'évaluation quantitative en cours et réalisée par l'IRDES (Institut de recherche et documentation en économie de la santé). Elle met en évidence l'engagement de dynamiques territoriales positives (perspectives d'évolution importantes à travers une approche parcours, décloisonnement des différentes parties prenantes), certaines réalisations produisant des effets encourageants (soutien apporté aux professionnels de santé libéraux par la Coordination territoriale d'appui, découverte de pratiques professionnelles auparavant ignorées, intérêt manifeste pour les dispositifs transitoires entre hôpital et EHPAD ou entre hôpital et domicile, etc.). Elle montre aussi l'importance de la prise en compte des contextes territoriaux et de l'adaptation nécessaire à apporter aux processus et outils déployés pour favoriser l'appropriation par les acteurs. Elle met de plus en évidence l'importance d'un pilotage du programme équilibré entre le siège et la délégation territoriale de l'ARS et mobilisant des compétences pluri-professionnelles.

L'évaluation d'impact sur la santé d'un projet d'aménagement urbain

Des travaux de recherche dans le domaine de l'évaluation d'impact sur la santé (EIS) sont en cours avec des villes et/ou métropoles urbaines en collaboration avec les agences régionales de santé. En 2017, la ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont sollicité l'EHESP pour réaliser une EIS sur un vaste projet d'aménagement urbain, en raison des multiples enjeux environnementaux, économiques et sociaux du projet et du territoire concerné, situé à la frontière avec l'Allemagne.

de vie et la santé des habitants et proposer des ajustements. Les recommandations sont aujourd'hui reprises et travaillées par les aménageurs avec des prolongements dans les autres secteurs de politiques publiques.

Les élus ont souligné la plus-value de la démarche et viennent de formuler une nouvelle requête à l'EHESP pour une EIS sur un autre projet.

Elaboration d'un tutoriel relatif à la construction d'un contrôle de l'activité « obstétrique » d'un établissement de santé.

L'Inspection générales des affaires sociales (IGAS) a mis en place en 2016 un cahier sur le « contrôle de l'activité obstétrique d'un établissement de santé », et a demandé à l'EHESP d'élaborer un tutoriel pour expliquer comment naviguer dans ce cahier et exploiter la carte des fonctions d'un service obstétrique.

L'expertise du département SHS, avec la mobilisation d'un enseignant spécialiste de l'inspection, et le concours du Centre d'appui à la pédagogie (CAPP) de l'EHESP a été mise à contribution pour élaborer un tutoriel vidéo désormais accessibles sur le site internet de l'IGAS, à toute personne intéressée par le sujet. Cet outil fournit également une bonne ressource pédagogique utilisable notamment dans le cadre des formations nationales et internationales de l'EHESP.

Commission technique des vaccinations (CTV) à l'HAS

Une enseignante-chercheuse a été nommée en avril 2017, membre de la Commission technique des vaccinations (CTV) à l'HAS (Haute autorité de santé).

La CTV est une commission spécialisée de l'HAS, qui participe à l'élaboration de la politique vaccinale et émet des recommandations vaccinales. Les avis sont élaborés en prenant en compte des données épidémiologiques, des études sur l'efficacité et la tolérance de la vaccination aux niveaux individuel et collectif, et des études médico-économiques. La CTV travaille en étroite articulation avec la commission de la transparence (CT), qui évalue les vaccins en vue de leur inscription sur la liste des médicaments remboursables, et la commission évaluation économique et de santé publique (CEESP), qui rend un avis sur l'efficience en vue des dépenses d'assurance maladie.



Ce projet est l'objet de plusieurs opérations associant la construction de logements privés et sociaux, l'arrivée d'une ligne de tramway, l'aménagement des espaces publics, la reconstruction d'équipements publics et l'implantation d'un établissement de santé privé. L'EHESP a travaillé en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes, notamment les habitants, pour estimer les impacts du projet sur la qualité

Groupe utilisateurs Assistance à la mise en place du Système National des Données de Santé (SNDS)

Deux enseignantes-chercheuses, en raison de leurs expertises dans le domaine de l'exploitation des bases de données médico-administratives, ont fait partie du « Groupe utilisateurs » constitué par le SGMAP (Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique) dans le cadre de la mise en place du système national des données de santé (SNDS). Le SGMAP a accompagné la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), pilote stratégique du projet, et les autres acteurs impliqués (CNAMTS, ATIH, INSERM, INDS) dans la construction du SNDS.

La mission de ce groupe utilisateurs était de réfléchir aux nouveaux usages possibles et souhaitables du SNDS, à la lisibilité des procédures d'accès, aux besoins de formation / accompagnement et à la prise en compte des demandes des usagers dans le cadre de la nouvelle gouvernance prévue pour le SNDS.

Conseiller résident de jumelage européen en Tunisie

Une enseignante a occupé la fonction de Conseiller résident de jumelage européen en Tunisie de septembre 2015 à mai 2017, pour soutenir le renforcement des compétences du pays en matière de sécurité sanitaire et environnementale. Cette fonction a contribué à la mise en place d'un master 2 en santé environnementale à Sfax.

Ceci a également débouché sur la participation à une mission réalisée en fin d'année 2017, pour le compte d'Expertise France, mission relative au diagnostic de santé environnementale dans le gouvernorat de Gafsa en lien avec le projet de construction d'un nouvel hôpital soutenu par la France. Cette expertise sera valorisée dans les enseignements du mastère spécialisé « Ingénierie et management des risques en santé environnement travail », comme mise en situation transversale, dès la rentrée 2018.

Plan régional santé environnement 3 Bretagne

Plusieurs enseignants-chercheurs ont apporté leur contribution à l'élaboration du plan régional santé environnement 3 Bretagne. Cette contribution résulte de leur implication dans différents partenariats locaux comme par exemple, le réseau Bretagne urbanisme et santé (RBUS) qui vise à mettre en œuvre le concept d'urbanisme favorable à la santé (UFS) sur le territoire.

Plusieurs d'entre eux participent également à la mise en œuvre de ce plan, en apportant leur expertise dans des groupes de travail (améliorer les connaissances et s'approprier les données pour agir de manière adaptée aux réalités des publics et des territoires bretons ; aménager et construire un cadre de vie favorable à la santé ; agir pour une meilleure qualité de l'air extérieur et intérieur et une meilleure qualité de l'eau).

Qualité de l'air intérieur

Depuis 2013, le LERES participe pour l'observatoire de la qualité de l'air intérieur (OQAI) aux analyses de composés organiques semi-volatils (COSV), de métaux et d'allergènes dans le cadre de la campagne nationale de mesures réalisée dans 300 écoles élémentaires et maternelles françaises.

Cette campagne s'est terminée fin 2017 et a permis de recueillir plus de 600 échantillons d'air et autant de poussières. Parallèlement, des développements ont été menés au LERES afin de pouvoir s'adapter aux faibles volumes recueillis de poussières sur certains prélèvements et d'améliorer la performance des méthodes analytiques. Ces développements ont fait l'objet d'extensions d'accréditations par le COFRAC, notamment sur l'analyse des composés organiques semi volatiles dans les poussières.





5 Des acteurs, des ressources

La gouvernance, les instances

Le **conseil d'administration** comprend 33 membres

Il s'est réuni à 4 reprises au cours de cette année 2017. Lors des diverses séances, les traditionnels sujets budgétaires et financiers ont été inscrits à l'ordre du jour : compte financier, débat d'orientation budgétaire, budget rectificatif et projet de budget initial 2018. En outre, des points réguliers d'information concernant les travaux de la comptabilité analytique ont été réalisés. Par ailleurs, d'autres dossiers particulièrement importants ont été présentés, et approuvés le cas échéant : bilan à mi-parcours du COP 2014-2018 et avis sur la candidature de la nouvelle directrice des études ; projet de contrat de concession de service public pour la restauration avec la société ANSAMBLE et projet de rapport d'auto-évaluation déposé au HCERES ; les évolutions institutionnelles au sein des 2 ComUE USPC / UBL et présentation de la politique pluriannuelle d'investissement de l'Ecole.

Le **conseil scientifique** (CS) comprend 20 membres et le **conseil des formations** (CF) 33 membres

Ces deux instances consultatives se sont réunies au cours de 5 (CF) et 3 séances (CS), avec notamment une séance extraordinaire du CF qui a auditionné 3 candidats aux fonctions de directeur des études. Une séance commune aux 2 instances a été organisée début février pour échanger sur le bilan à mi-parcours du COP quinquennal sur les activités de formation, de recherche et à l'international.

D'autres sujets stratégiques ont fait l'objet de présentation et d'échanges :

- au niveau du CS, les rapports d'auto-évaluation déposés au HCERES concernant l'établissement, l'EA MOS et le réseau doctoral en santé publique ; la chaire USPC « exposome » au sein du LERES ; le programme Urbaset (urbanisme et santé) ; la politique de communication scientifique ; les archives ouvertes (portail HAL).
- pour le CF, les rapports d'auto-évaluation déposés au HCERES concernant l'établissement et le MPH ; les modalités de sélection en master 1 ; l'offre globale de formation de l'EHESP, la politique tarifaire et les modalités de contrôle des connaissances ; la politique de validation des acquis et la qualité des actions de formation professionnelle tout au long de la vie.

Par ailleurs, le **comité technique**, composé de 8 représentants du personnel et de 2 représentants de l'administration, est réuni et consulté sur un grand nombre de dossiers (7 séances en 2017), notamment avant chaque séance ordinaire du conseil d'administration.

Le **comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail** (CHSCT) s'est également réuni à 6 reprises au cours de l'année 2017. Une séance commune du comité technique et du CHSCT a été organisée en juin pour échanger autour du bilan social de l'année précédente. Cette instance s'est par ailleurs notamment investie dans le projet de Campus sans tabac.

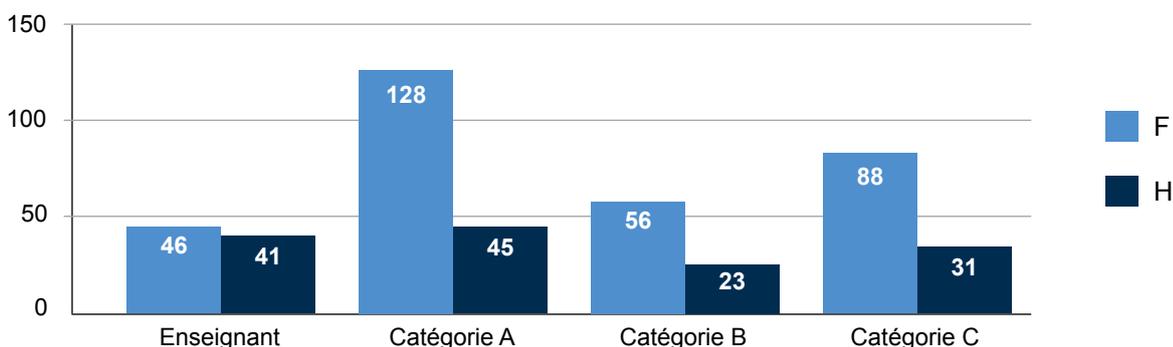


Les ressources humaines

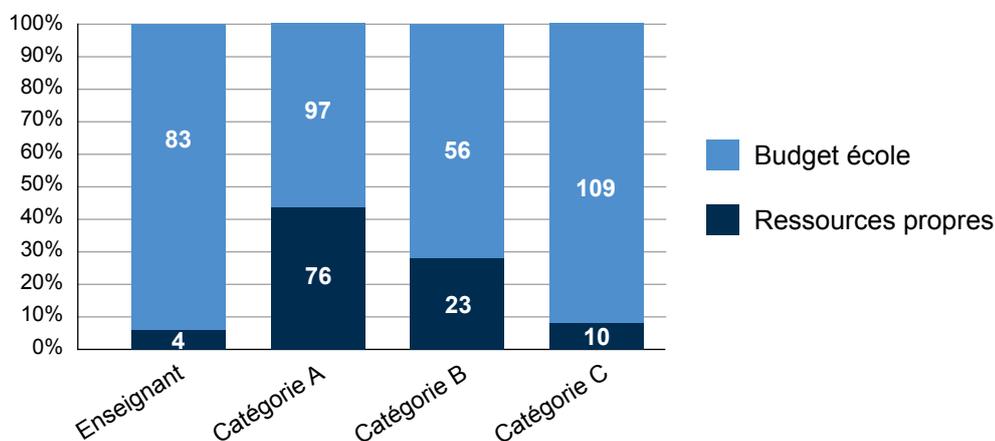
Effectifs rémunérés

- Au 31/12/2017 l'EHESP employait 463 personnes, dont 92 enseignants chercheurs et 75 personnes, doctorants compris, sur des contrats de recherche financés sur ressources propres. Le reste de l'effectif se ventile sur les fonctions supports et pédagogiques. Les emplois présents au sein de l'EHESP sont divers, on y retrouve des ingénieurs d'études ou de recherche, des coordinateurs pédagogiques, des assistantes, des gestionnaires, des documentalistes, des personnels techniques ...
- 465 élèves fonctionnaires rémunérés en moyenne sur l'année,
- 23 équivalents temps plein doctorants,
- 1449 intervenants extérieurs ont assuré des enseignements ou participé à des jurys,
- 90 stagiaires pris en charge par l'Ecole.

Répartition des personnels au 31/12/2017 par catégorie et par sexe :



Répartition des personnels au 31/12/2017 par catégorie et source de financement



La direction des ressources humaines a développé en 2017 plusieurs projets :

- Poursuite de l'accompagnement des agents de l'Ecole dans le cadre des différentes réorganisations (entretiens, bilan de compétences, mise en situation, immersions, bilans externe, formations ...)
- Accompagnement des agents éligibles au dispositif de résorption de l'emploi précaire (Sauvadet)
- Extension de la phase test du télétravail pour un total de 22 télétravailleurs.
- Diffusion du guide sur la prévention du harcèlement au travail
- Rédaction d'un protocole de gestion des personnels contractuels

Bilan de la formation du personnel

Budget prévisionnel : 270 000 €

Budget dépensé : 280 878 €

Nombre de jours formation : 1947

Points forts et orientations des actions de formation pour l'année 2017

- **Adaptation à l'emploi, développement des compétences des agents dans leur quotidien et évolution des emplois dans le projet de l'EHESP (72%) :**
Ce domaine d'action répond aux évolutions dites « normales » du travail. On y trouve des actions de formation indispensables aux agents pour remplir les missions à leur poste de travail.
Elles ont pour objet de permettre aux salariés d'évoluer vers d'autres postes relevant de leur qualification ou de leur apporter la formation nécessaire au maintien dans leur emploi lorsque celui-ci évolue.
En lien avec cette catégorie d'action, des formations spécifiques ont été déployées : formations métiers, évolutions réglementaire, accompagnement du changement, gestion de projets, management...
- **Développement des compétences des salariés et participer à l'évolution de leur qualification (17%)** Les actions de ce type conduisent potentiellement à un changement de qualification. On entre dans un projet d'évolution concerté avec l'employeur. Pour développer leurs compétences/qualifications, les agents s'appuient sur des formations diplômantes, des bilans de compétences ou encore des préparations aux concours.

Recrutement

25 recrutements sur des postes permanents du budget école ont été réalisés sur l'année 2017.

L'hôtellerie et restauration

L'année 2017 a permis la réouverture de 20 chambres dans la résidence Villermé. Le taux d'occupation des chambres est stable et de 71 % pour 57 845 nuitées. Une réflexion plus globale a été entamée sur le devenir des résidences vétustes et sur la capacité globale d'accueil hôtelier sur le campus. En lien avec le bailleur Néotoa, un projet d'ouverture des nouvelles résidences est notamment en prévisionnel pour 2022.

Le service restauration a été concédé en aout 2017 à la société Ansamble qui a repris l'ensemble de l'activité restauration. Une partie des personnels de la restauration de l'EHESP a rejoint l'équipe Ansamble, les autres personnels ayant opté pour une mutation en interne.

Le compte financier

	Compte financier (CF) 2016		Compte financier (CF) 2017	
	AE 2016	CP 2016	AE 2017	CP 2017
Personnel	43 397 291	43 397 291	45 668 422	45 614 496
Fonctionnement	12 391 661	13 074 526	13 008 183	11 768 622
Investissement	2 186 400	2 580 562	997 094	920 653
TOTAL DEPENSES	57 975 352	59 052 379	59 673 699	58 303 771
TOTAL RECETTES		54 860 183		54 158 358
SOLDE BUDGETAIRE		- 4 192 196		- 4 145 413

En 2017, le solde budgétaire de l'EHESP est stable en déficit de 4,145 M€.

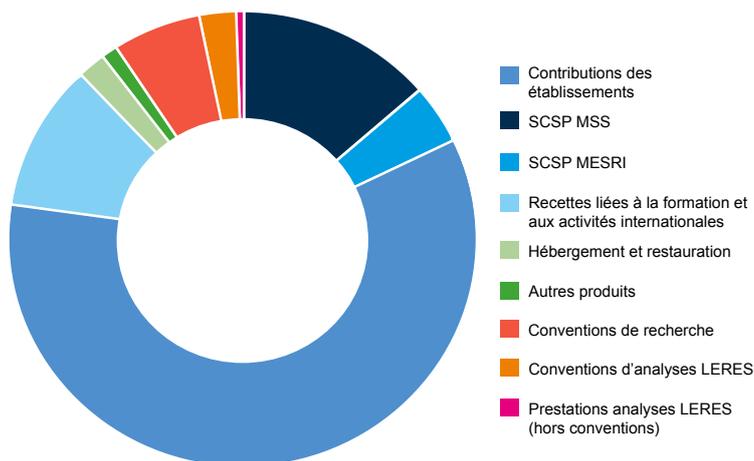
L'EHESP a fait évoluer son système d'information financier en 2017, suite à la mise en place du décret Gestion budgétaire et comptable publique.

Les ressources 2017

Le montant total des recettes budgétaires s'élève à 54 158 K€, en baisse de 1,3% par rapport au réalisé 2016 (en comptabilité budgétaire).

Ils sont répartis entre :

- Les subventions pour charges de service public versées par le MASS et le MESR pour un montant global de 9 727 k€
- Les contributions dues par les établissements relevant de la fonction publique hospitalière pour un montant de 32 136 k€
- Les autres produits générés par l'activité de l'école sont pour l'essentiel constitués de recettes liées aux activités de formation et conventions internationales, de conventions de recherche et prestations d'analyse, des produits de l'hôtellerie et de la restauration



Les dépenses 2017

Les dépenses de l'EHESP sont constituées des dépenses de personnel, fonctionnement et investissement.

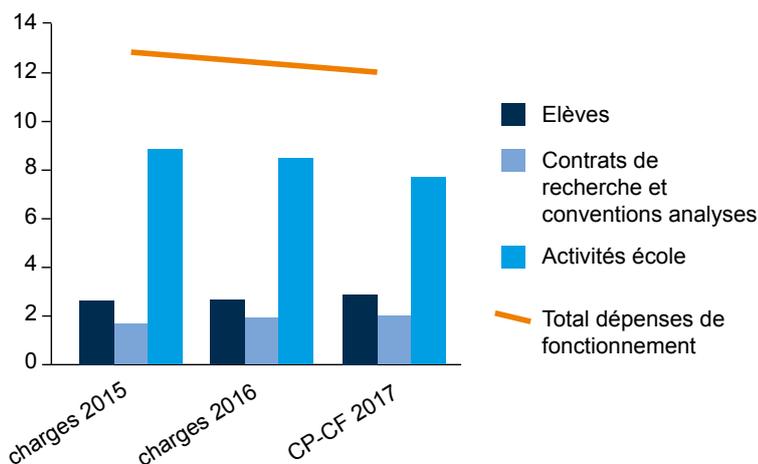
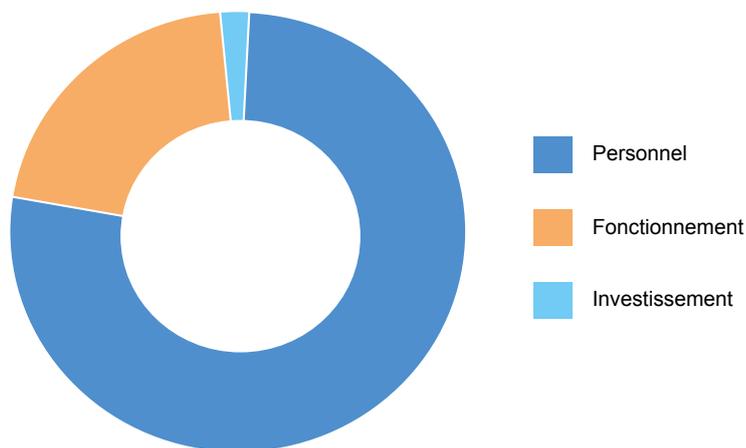
Les dépenses de personnel sont en augmentation depuis plusieurs années, notamment du fait des dépenses relatives aux élèves, et du recrutement de personnels dédiés à la recherche (avec des co-financements associés). Elles s'élèvent à 45,614 M€ en 2017.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent au compte financier 2017 à :

- 13 M€ en autorisations d'engagement,
- 11,8 M€ en crédits de paiement.

Les dépenses de fonctionnement, hors amortissement ont baissé en 2017, mais les engagements ont augmenté.

Les dépenses d'investissement ont baissé de moitié en 2017, du fait du dernier versement de 900 K€ intervenu en 2016 pour la construction de l'IRSET. Les investissements réalisés en 2017 concernent la réhabilitation de salles de cours équipées de mobiliers innovants, la fourniture d'un groupe électrogène, des travaux à la cafétéria, la signalétique, et l'acquisition pour le LERES d'un système d'analyse par chromatographie pour les activités de recherche et d'analyses de micropolluants dans l'environnement.



Le système d'information et de télécommunication

La gouvernance du système d'information, mise en place en 2017, a imposé une démarche plus orientée « Métier ». La transformation continue des processus de pilotage du système d'information et les rôles associés amènent ainsi d'une part, un partenariat plus étroit avec les métiers et d'autre part, un portefeuille d'applications. Ce dernier sert la stratégie de l'Ecole, par une vision et une réponse opérationnelles aux besoins, aux exigences du marché et aux contraintes de la réglementation.

Cette évolution vers une activité de partenariat requiert une plus grande ouverture qui se fait avec un changement de rôle et une transformation des compétences « Métier ». Un contact direct itératif avec les métiers permet alors de concevoir des solutions équilibrant processus métiers et outils informatiques.

Ainsi, la transformation digitale permet les évolutions comme le télétravail et/ou le nomadisme. Cette mutation améliore la collaboration entre métiers et entre utilisateurs où qu'ils se trouvent, du moment qu'ils aient une connexion Internet, grâce à la synchronisation et à la mise à jour en temps réel.

L'immobilier

Regroupement fonctionnel

Dans l'objectif d'une proximité accrue entre les services, les directions et les apprenants, et d'une meilleure efficacité des services supports, une nouvelle répartition géographique au sein du bâtiment Robert Debré a été effectuée au premier trimestre 2017.



Juillet 2018

Direction de la communication EHESP

Crédits Photos : EHESP - Shutterstock - Freepik

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES
EN SANTÉ PUBLIQUE

EHESP

École des hautes études en santé publique
15, avenue du Pr L. Bernard
CS 74312 - 35 043 Rennes cedex
www.ehesp.fr

S
U-PC
Université Sorbonne
Paris Cité

UNIVERSITÉ
BRETAGNE
LOIRE